

VIDÉO
Irlande: une crise à l'image de la Grèce? À voir sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/Irlande

BLOGUE
Eli Manning aurait dû s'acheter de l'or. Lisez Richard Dufour sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dufour

AGENDA
Consultez notre calendrier d'affaires sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/agenda

LA PRESSE AFFAIRES

MICHEL GIRARD
PAS DE NOUVEAU COLISÉE SANS FUMÉE
PAGE 5

MARCHÉ IMMOBILIER
L'AVANTAGE RESTE AUX VENDEURS À MONTRÉAL
PAGE 6



S&P TSX 12 192,98 +43,12 (+0,35%)	S&P 500 1121,10 -0,80 (-0,07%)	DOW JONES 10 526,49 -17,64 (-0,17%)	PÉTROLE 76,80 \$US -0,39 \$US (-0,56%)	DOLLAR 97,30 ¢US -0,04 ¢US
--	---	--	---	---

Tata Steel investit 300 millions à Schefferville

Un projet de 4,5 milliards pourrait suivre

HUGO FONTAINE

Le géant indien Tata Steel a donné son aval hier à la création d'une coentreprise qui exploitera des gisements de fer dans le secteur de Schefferville, et dans laquelle elle investira au moins 300 millions de dollars.

Ce partenariat avec la société canadienne New Millenium Capital Corp (NML), officiellement établie à Calgary mais

tie, elle sera responsable des coûts en capitaux du projet (300 millions) et remboursera 80% des dépenses faites par NML, ce qui représente environ 20 millions.

Le groupe sidérurgique Corus, filiale européenne de Tata, s'engage à acheter l'ensemble de la production de DSO.

Pour le président et chef de la direction de New Millenium, Robert Martin,

Pour le président et chef de la direction de New Millenium, Robert Martin, le partenariat avec Tata Steel est « l'événement le plus important de l'histoire de sa société ».

exploitée à partir de Montréal, pourrait être le premier pas vers le développement de deux projets d'une tout autre envergure nécessitant des investissements de 4,5 milliards.

Tata, déjà actionnaire de New Millenium à hauteur de 27,4%, achète à cette société 80% des intérêts du projet appelé DSO (pour Direct Shipping Ore). En contrepar-

il s'agit de « l'événement le plus important de l'histoire de la société », qui existe depuis 2003. La construction de l'usine de traitement du minerai et des autres infrastructures devrait commencer vers la fin de l'année, avec une entrée en production prévue en 2012.

» Voir TATA en page 4

UN LITIGE FISCAL QUÉBÉCOIS À YELLOWKNIFE? PAGE 3

FRAUDE PRÉSUMÉE

La conseillère Carole Morinville craint pour sa vie PAGE 3



Carole Morinville

CAFÉ VAN HOUTTE

915 millions pour changer de proprio

MARTIN VALLIÈRES

Le cafetier québécois Van Houtte changera bientôt de mains dans une transaction de 915 millions de dollars, un prix supérieur de 50% à celui payé il y a trois ans par une firme d'investissement du Connecticut. Son futur propriétaire, Green Mountain Coffee Roasters, entreprise milliardaire établie au Vermont, affirme qu'il veut faire de Van Houtte son nouveau pôle d'expansion pour le marché canadien.

En contrepartie, l'entreprise montréalaise devra sans doute revendre ses activités de pause café FilterFresh aux États-Unis, qui comptent pour 20% environ de ses revenus de 445 millions de dollars.

» Voir VAN HOUTTE en page 4



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

RAFFINERIE DE SUNCOR À MONTRÉAL LA SURVIE PASSE PAR LE PÉTROLE DE L'ALBERTA

HÉLÈNE BARIL

Pour survivre, la seule raffinerie restante à Montréal, celle de Suncor, devra raffiner du pétrole brut issu des sables bitumineux de l'Alberta.

Suncor examine la possibilité de renverser le pipeline entre Sarnia, en Ontario, et Montréal pour approvisionner sa raffinerie en pétrole de l'Alberta, a fait savoir hier le président et chef de la direction de l'entreprise, Rick George, en entrevue avec *La Presse Affaires*. « Ça nous aiderait beaucoup à garder la raffinerie », a-t-il dit.

Suncor n'a pas l'intention d'investir dans sa raffinerie de Montréal pour en augmenter la capacité, parce que le marché n'est pas en croissance au Canada.

« Nous ne voyons pas de croissance dans la vente d'automobiles et dans la demande pour l'essence, précise Rick George. Il y aura peut-être une faible augmen-

tation pour le diesel et le carburant d'avion, mais pas pour l'essence, qui reste le principal produit d'une raffinerie. Et on n'investit pas pour accroître sa production dans un marché stagnant. »

Le pipeline dont le flot pourrait être renversé est un lien de 838 kilomètres entre Sarnia, en Ontario, et Montréal, par où peuvent transiter 240 000 barils de brut par jour. Il pourrait acheminer du brut de l'Alberta à Montréal, mais la raffinerie continuerait aussi de traiter du brut importé.

La raffinerie de Montréal est la seule des quatre raffineries de Suncor qui raffine uniquement du pétrole importé de la mer du Nord, le Brent, dont le prix sur le marché est de plus en plus souvent supérieur à celui du West Texas Intermediate (WTI), qui sert d'étalon au Canada.

» Voir SUNCOR en page 2

SUNCOR

Capacité de raffinage

Edmonton 135 000 → barils/jour

Montréal 130 000 → barils/jour

Denver 93 000 → barils/jour

Sarnia 85 000 → barils/jour



Bois-Franc
À SAINT-LAURENT
Pour toute la famille



Une grande diversité d'habitations disposées tout autour de squares, de lacs et d'une Grand-Place typique... avec son observatoire et ses commerces d'utilité.

Condos
Maisons de ville
À partir de 264 500\$

www.boisfranc.com



Montclair Sotramont

514 339-5362 • 514 856-6861

Les prix, produits et services sont modifiables sans préavis.

TAXES INCLUSES



LA PRESSE AFFAIRES CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

Coup de pouce de l'État pour le biodiesel

Une entreprise de Richmond reçoit une subvention pour sa production à partir d'huiles usées

GABRIEL BÉLAND

Les Cantons-de-l'Est pourraient devenir un leader canadien dans la production de biodiesel, un carburant en croissance au Canada qui est considéré comme moins polluant que l'éthanol.

Le gouvernement fédéral a annoncé hier une subvention de près de 19 millions sur sept ans à Biocardel, une petite entreprise de Richmond qui produit du biodiesel à partir d'huiles usées de cuisson, comme l'huile de frites, et de graisses animales recyclées.

Biocardel pourrait produire annuellement 40 millions de litres de biodiesel d'ici cinq ans. Il s'agit d'une quantité considérable, compte tenu de la production canadienne actuelle, qui oscille autour de 150 millions de litres par année.

« Cette subvention du programme écoÉNERGIE va nous permettre d'augmenter notre production et d'arriver à vendre notre biodiesel, d'ici sept ans, au prix

du marché sans l'aide du gouvernement, explique le président de Biocardel, René Delarue. On espère créer environ 50 emplois grâce à cette aide. »

Le ministre fédéral des ressources naturelles, Christian Paradis, a fait l'annonce

question par plusieurs ONG et spécialistes qui estiment qu'elle aggrave la crise alimentaire mondiale, le biodiesel à base d'huiles usées suscite moins de réserves.

« Règle générale, le biodiesel se compare avantageusement à l'éthanol au niveau

produire du biodiesel à partir d'huiles végétales neuves. La baisse du prix du pétrole a toutefois rendu ce projet déficitaire.

René Delarue s'est alors tourné vers les huiles usées. Le prix de celles-ci a toutefois connu lui aussi une impor-

titre, il faut ajouter 10 cents du litre en méthanol et autres produits chimiques nécessaires, plus l'amortissement, la main-d'œuvre, etc. Le total revient plus cher que ce qu'on touche en vendant le biodiesel », affirme M. Delarue.

Il espère que l'obligation d'inclure 2 % de biodiesel dans le diesel, comme Ottawa entend le faire, « va assurer des ventes ». Il croit aussi que l'aide du gouvernement va permettre à Biocardel d'augmenter sa productivité afin de rendre l'entreprise rentable sans aide étatique.

« Cette subvention du programme écoÉNERGIE va nous permettre d'augmenter notre production et d'arriver à vendre notre biodiesel, d'ici sept ans, au prix du marché sans l'aide du gouvernement. On espère créer environ 50 emplois grâce à cette aide. »

— René Delarue, président de Biocardel

lors du Congrès mondial de l'énergie, à Montréal. Il a rappelé que son gouvernement entend rendre obligatoire un minimum de 2 % de biodiesel dans le carburant diesel d'ici 2011. Ottawa va aussi exiger d'ici quelques semaines que l'essence contienne un minimum de 5 % d'éthanol, un carburant fait à partir de céréales.

Mais tandis que la production d'éthanol est remise en

environnemental, confirme Guy Debailleul, professeur titulaire au département d'économie agroalimentaire de l'Université Laval. Surtout le biodiesel fait à partir d'huiles usées, huiles dont la fonction alimentaire a été remplie. C'est une forme de recyclage. »

Rentables, les biocarburants ?

Établie en 2008, l'usine de Richmond devait au départ

tante hausse. « Il y a 10 ans, c'était de la scrap, les gens payaient pour s'en débarrasser, rappelle M. Delarue. Aujourd'hui, c'est une commodité. Il y a beaucoup de demande. »

Il explique que même si le prix des huiles usées est le tiers moins cher que celui des huiles neuves, l'aide d'Ottawa était essentielle.

« Les huiles usées coûtent actuellement 62 cents le

CYBERPRESSE.CA
ENTREVUE
 Notre entrevue avec Jean-Michel Gires, président et chef de la direction de Total E&P Canada à lire sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/gires

La survie passe par le pétrole de l'Alberta

SUNCOR

suite de la page 1

C'est un problème pour la raffinerie de Montréal et ce n'est pas le seul, explique M. George.

À Montréal, les détaillants peuvent importer de l'essence et d'autres produits raffinés de l'Europe ou du Moyen-Orient, ce qui rend le marché très concurrentiel. « C'est bon pour les consommateurs, mais ça rend la rentabilité d'une raffinerie plus difficile. »

En plus, la fermeture prochaine de la raffinerie de Shell aura comme conséquence d'augmenter les coûts de production de la raffinerie de Suncor, confirme son grand patron.

Les deux raffineries partageaient les coûts de transport du brut importé par le pipeline Portland-Montréal et assuraient ensemble le coût du traitement de leurs résidus de raffinage confié à un sous-traitant, Marsulex.

La hausse des coûts qui suivra la fermeture de Shell n'est pas majeure, mais il faudra s'y attaquer, précise Rick George.

Malgré ces problèmes, le président de Suncor affirme qu'il n'est pas question de fermer la raffinerie de Montréal. Il s'agit d'une raffinerie qui dessert un bon réseau de vente au détail et qui est bien implantée dans son milieu, justifie-t-il.

Pas si sale

Le président et chef de la direction de Suncor était un des conférenciers au Congrès mondial de l'énergie. Il a profité de l'occasion pour



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Suncor examine la possibilité de renverser le pipeline entre Sarnia, en Ontario, et Montréal pour approvisionner sa raffinerie en pétrole de l'Alberta, a fait savoir hier le président et chef de la direction de l'entreprise, Rick George.

défendre son industrie très controversée.

Le pétrole tiré des sables bitumineux n'est pas si sale qu'on veut le croire dans certains milieux, a-t-il assuré. La production de pétrole bitumineux émet plus de gaz à effet

de serre (GES) que celle du pétrole conventionnel, reconnaît-il, mais pas de trois à cinq fois plus comme on l'a déjà affirmé.

En fait, selon lui, le pétrole importé de l'Arabie Saoudite est presque aussi polluant

que celui de l'Alberta quand on tient compte de son transport sur de longues distances. Et le pétrole produit dans le sud de la Californie est plus polluant que celui issu des sables bitumineux, insiste-t-il.

De même, Rick George n'accepte pas de se faire dire que c'est à cause de l'industrie des sables bitumineux que le Canada accuse un retard dans la réduction de ses émissions de GES.

« Le Canada est responsable de 2 % des émissions totales de GES et notre industrie est responsable de 5 % des émissions canadiennes. Ce qui nous donne une part d'un dixième de 1 % des émissions globales, soit une petite fraction de ce que produisent, entre autres, le secteur du transport et la production d'électricité à partir du charbon. »

Sans les attaquer directement, il condamne les politiciens américains comme Nancy Pelosi, leader démocrate au Congrès, qui est venue récemment faire la leçon aux Canadiens au sujet du pétrole tiré des sables bitumineux. « Les États-Unis produisent 60 % de leur électricité à partir du charbon, ce qui est 10 fois plus polluant que notre industrie », souligne-t-il.

Malgré les boycottages de plus en plus fréquents venus du sud de la frontière, le président de Suncor estime que les Américains continueront d'acheter du pétrole canadien, d'abord parce qu'ils en consomment beaucoup, et ensuite parce que le Canada est une démocratie avec une économie ouverte et un encadrement réglementaire qui force l'industrie à améliorer son bilan environnemental.

NOMINATION

M^e Claude Provencher, LL.B., MBA
 Directeur général

Le Conseil général du Barreau du Québec est heureux d'annoncer la nomination de M^e Claude Provencher au poste de directeur général du Barreau du Québec. À ce titre, il dirige l'ensemble des activités du Barreau et il exerce les pouvoirs et les devoirs prévus au Code des professions et à la Loi du Barreau et ses règlements. Il assure le lien entre le Comité exécutif, le Conseil général, le personnel du Barreau, les membres de l'Ordre et le public.

M^e Provencher compte plus de 20 ans d'expérience dans les domaines du droit et de la gestion. Son brillant parcours professionnel lui a permis de travailler en liens étroits avec les pouvoirs exécutif, politique et judiciaire. M^e Claude Provencher est reconnu comme un leader influent. Il a occupé divers postes au sein de la fonction publique fédérale dont, récemment, celui de commissaire à la magistrature fédérale. Parallèlement à sa carrière de gestionnaire et d'avocat, il a participé à plusieurs missions de coopération internationale et s'est investi dans diverses œuvres philanthropiques et autres associations.

Le Barreau du Québec est l'Ordre professionnel de quelque 23 000 avocats et avocates. Afin de remplir sa mission qui est la protection du public, le Barreau maximise les liens de confiance entre les avocats et les avocates, le public et l'État. Pour ce faire, le Barreau surveille l'exercice de la profession, soutient les membres dans l'exercice du droit, favorise le sentiment d'appartenance et fait la promotion de la primauté du droit.

www.barreau.qc.ca

Barreau du Québec

NOMINATION

JOHANNE LAMANQUE

Le Bureau d'assurance du Canada, région du Québec et le Groupement des assureurs automobiles ont le plaisir d'annoncer la nomination de M^{me} Johanne Lamanque au poste de vice-présidente et directrice générale.

Diplômée en droit de l'Université de Montréal, M^{me} Lamanque est membre du Barreau du Québec. Elle détient également une maîtrise en sciences de la gestion de HEC Montréal.

Travaillant dans l'industrie de l'assurance de dommages depuis plus de vingt ans, M^{me} Lamanque a occupé différents postes de direction, notamment ceux de directrice générale du Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec (RCCAQ) et de vice-présidente, développement des affaires et secrétaire corporative pour le Groupe Ultima.

Le Bureau d'assurance du Canada est l'association sectorielle nationale représentant les sociétés privées d'assurance habitation, automobile et entreprise. Ses membres représentent plus de 90 % du marché de l'assurance de dommages au Canada.

Le Groupement des assureurs automobiles, créé en 1978 en vertu de la Loi sur l'assurance automobile, remplit différents mandats liés à l'assurance automobile au Québec, notamment ceux de garantir l'accès à une assurance et de faciliter le règlement d'un sinistre.

IBC | BAC
 Insurance Bureau of Canada
 Bureau d'assurance du Canada

gaa
 Groupement des assureurs automobiles

www.bac-quebec.qc.ca
www.gaa.qc.ca

Un litige fiscal québécois à Yellowknife?

L'ex-fabricant de patins Bauer doit 21 millions au fisc

FRANCIS VAILLES

L'histoire est en voie de devenir un véritable feuilleton fiscal. Revenu Québec et l'expropriétaire des patins Bauer s'affrontent en cour depuis 16 ans sur une facture qui s'élève maintenant à 21,2 millions de dollars.

Or, le débat qu'on pensait terminé pourrait se transporter à l'un des endroits les plus imaginables, soit Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest! Ce subterfuge repousserait encore de plusieurs années le moment où le fisc québécois pourrait récupérer son dû.

Rappelons les faits. En 1994, l'entrepreneur Icaro Olivieri, de Westmount, vend son entreprise familiale Canstar Sports à la multinationale Nike. Canstar est le fabricant des fameux patins de marque Bauer.

La transaction rapporte 252 millions à la famille Olivieri. La structure fiscale de

la transaction est telle qu'elle permet à la famille d'éviter le paiement de plusieurs millions de dollars d'impôts au fisc québécois.

Revenu Québec ne s'en laisse toutefois pas imposer. Il conteste cette structure et a gain de cause devant la Cour

tout. OGT Holdings refuse toujours de payer son dû à Revenu Québec, invoquant les contestations de tierces parties. Devant cet affront, le fisc décide de prendre les grands moyens et réclame, en juin 2010, la faillite de l'entreprise OGT Holdings.

La requête en faillite ne passera pas comme une lettre à la poste, toutefois. OGT Holdings soutient qu'elle n'est nullement insolvable. Surtout, elle affirme que Revenu Québec ne s'adresse pas au bon tribunal pour sa requête en faillite, à Montréal,

valoir qu'OGT n'a aucun actif connu à Yellowknife, que ses états financiers sont signés par Jacopo Olivieri (fils de Icaro), de Westmount, et qu'ils ont été préparés par une firme comptable de Montréal.

Ces éléments «constituent des indices visant à démontrer que le district judiciaire de la localité du débiteur est le district de Montréal», écrit Revenu Québec.

De son côté, OGT affirme qu'elle a bel et bien des actifs à Yellowknife. Qui plus est, ses avocats de la firme Sweibel Novek suggèrent la possibilité de faire une proposition aux créanciers, essentiellement le fisc, plutôt que de faire faillite.

Bref, le débat est loin d'être clos. La Cour supérieure de Montréal entendra les nouveaux arguments des deux parties le 28 octobre prochain. Difficile de dire, cependant, quand les contribuables finiront par bénéficier des 21 millions...

Le fisc veut au moins mettre la main sur les actifs connus d'OGT, soit les comptes à recevoir et les objets d'art, qui valent environ 500 000 \$. La mise en faillite d'OGT permettrait également au fisc de fouiller les livres d'OGT et de faire annuler des transactions passées qui auraient pu être faites au détriment des créanciers.

du Québec en juin 2006 et la Cour d'appel en janvier 2009. La Cour suprême refuse d'entendre l'affaire en septembre 2009.

Bref, la famille Olivieri a épuisé tous ses recours judiciaires et doit maintenant faire un chèque de 21,2 millions de dollars au fisc, en incluant les pénalités et intérêts.

Affaire classée? Pas du

Le fisc veut au moins mettre la main sur les actifs connus d'OGT, soit les comptes à recevoir et les objets d'art, qui valent environ 500 000 \$. La mise en faillite d'OGT permettrait également au fisc de fouiller les livres d'OGT et de faire annuler des transactions passées qui auraient pu être faites au détriment des créanciers.

puisque OGT est incorporée dans les Territoires du Nord-Ouest. OGT demande donc que tout le dossier soit plaidé à Yellowknife, à 5000 km de Montréal!

Revenu Québec avait prévu cette réplique. Dans sa requête de mise en faillite, elle reconstruit qu'OGT est incorporée dans les Territoires du Nord-Ouest. Cependant, elle fait

Carole Morinville se cache de ses créanciers

VINCENT BROSSEAU-POULIOT

Se disant victime de menaces de mort, la conseillère financière Carole Morinville, qui aurait orchestré une fraude d'au moins 1,5 million de dollars, brillait par son absence hier devant ses présumées victimes.

Une trentaine de personnes ont assisté hier à l'assemblée des créanciers de la faillite de Carole Morinville à la Place

«Son avocat avait un courriel où M^{me} Morinville disait qu'elle avait peur pour sa vie. Des gens auraient frappé à sa porte et elle aurait reçu des menaces de mort par courriel»

Ville-Marie, au centre-ville de Montréal. M^{me} Morinville était tenue de se présenter devant ses créanciers, mais elle ne l'a pas fait. «Son avocat avait un courriel où M^{me} Morinville disait qu'elle avait peur pour sa vie. Des gens auraient frappé à sa porte et elle aurait reçu des menaces de mort par courriel», dit M^e Neil Stein, l'avocat de Marie-Noëlle Déry, la victime agissant comme requérante dans la faillite de Carole Morinville.

À la demande des créanciers, l'avocat de Carole Morinville, M^e Lorne Marchand, n'a pas assisté à la réunion.

Même s'ils n'ont pas pu confronter leur ex-conseillère financière, les présumées victimes de Carole Morinville – qui comptent dans leurs rangs l'actrice Karine Vanasse, flouée pour 125 000 \$ – en ont su un peu plus long sur leur sort.

Tout d'abord, la fraude serait plus importante que la somme de 1,5 million avancée par l'Autorité des marchés financiers (AMF). «Il y a une différence entre la liste des montants donnée aux autorités par M^{me} Morinville et les preuves de réclamation de certains créanciers. Nous n'avons pas eu le temps de regarder toutes les preuves des créanciers, mais le montant en jeu semble pas mal plus important que ce qui a été avancé au départ», dit M^e Neil Stein, l'avocat des créanciers.

Aucun livre comptable

Autre mauvaise nouvelle pour les 27 présumées victimes de Carole Morinville: le syndic nommé par la Cour supérieure pour s'occuper de la faillite a découvert qu'aucune somme n'avait été investie par la conseillère financière pour le compte de ses clients. «Le syndic n'a pas trouvé de livres comptables», dit M^e Stein. Il n'y a rien concernant les investissements, aucune trace d'investissement. L'argent aurait été payé directement à M^{me} Morinville.»

Le syndic Noubat Boyadjian examinera les comptes en banque par lesquels l'argent des investisseurs a transité. Selon l'AMF, deux des trois comptes principaux

de Carole Morinville et son entreprise (Agence Carole Morinville) sont négatifs et le troisième a un solde positif de 1070,34 \$.

Pour l'instant, le syndic n'a répertorié que trois actifs ayant une valeur significative: le condo à L'Île-des-Sœurs où elle vit avec son mari Robert Diano, ainsi que les deux condos de ses enfants à Montréal. M^{me} Morinville a récemment cédé ses intérêts dans les trois propriétés à son mari Robert Diano, mais

M^e Neil Stein a l'intention de contester ces transactions.

Un bémol pour les investisseurs: comme les trois condos sont hypothéqués, les institutions financières se serviront avant eux. Seul l'excédent du montant de la vente éventuelle sur le montant de l'hypothèque ira aux créanciers de Carole Morinville.

D'ici demain, les 10 créanciers nommés inspecteurs de la faillite se réuniront afin d'approuver la liste des

témoins à interroger. M^e Neil Stein compte interroger Carole Morinville, son mari Robert Diano, sa collaboratrice Annie Berger et ses deux fils majeurs nés d'une union précédente, Dominic et Yves Juneau.

L'AMF a gelé les comptes de Carole Morinville le mois dernier et continue son enquête. Aucune accusation n'a été portée contre Carole Morinville. Son avocat Lorne Marchand n'a pas rappelé *La Presse Affaires*.



**MIEUX
CONSOMMER**

POUR MIEUX PERFORMER

GRANDES ENTREPRISES

**LE RÉSEAU ÉCOLECTRIQUE
S'ÉLARGIT!**

Invitation à un déjeuner-causerie
en l'honneur des nouveaux membres

La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et Hydro-Québec invitent les gens d'affaires à un déjeuner-causerie au cours duquel elles rendront hommage à deux nouveaux membres du réseau *Écolectrique*, soit **Matériaux de construction BP Canada** et l'**Université Laval**. Elles souligneront également les efforts d'**Aluminerie de Bécancour**, première entreprise à accéder au niveau Élite de ce réseau.

Le réseau *Écolectrique* reconnaît les réalisations en efficacité énergétique des grandes entreprises qui ont réduit leur consommation d'électricité d'au moins 5 % ou réalisé des économies de 50 GWh et plus.

Ne manquez pas cette occasion d'échanger avec des décideurs qui, comme vous, ont à cœur de faire une utilisation optimale de l'énergie.

CONFÉRENCIER INVITÉ

Daniel Richard
Vice-président – Clientèle d'Hydro-Québec Distribution

THÈME

Hydro-Québec Distribution : une source d'alimentation verte

RENDEZ-VOUS

Le 5 octobre 2010, de 12 h à 14 h
Hôtel Fairmont Le Reine Élizabeth
900, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal

INSCRIPTION

Mérodie Gingras
Courriel : melodie.gingras@fccq.ca
Tél. : 514 844-9571, poste 3241

Membres de la FCCQ : 90 \$, taxes en sus
Non-membres : 110 \$, taxes en sus



Fédération des chambres
de commerce du Québec



Geneviève Falconetto, Associée directeur du bureau de Montréal, est heureuse d'annoncer la nomination de Roger T. Duguay à titre d'Associé du bureau de Montréal.

Avec plus d'une vingtaine d'années d'expérience dans les domaines de la gestion, des ressources humaines, du développement des affaires et du marketing, Roger fera profiter nos clients d'une expérience diversifiée. Avant de se joindre à l'équipe de Odgers Berndtson, Roger a travaillé pendant une dizaine d'années pour une grande société américaine reconnue en services conseils de gestion. Depuis 2004 il était Vice-président exécutif, marketing et capital humain d'une société internationale d'ingénierie de tests pour les domaines des télécommunications, de l'électronique de pointe, de l'aéronautique et de la défense ainsi que de l'automobile.

Roger présente un profil académique unique combiné à une expérience pertinente du monde des affaires. Durant ses études en comportement organisationnel au doctorat à HEC Montréal, il a fait des recherches en motivation, en mobilisation et en leadership des hauts dirigeants. Il a aussi obtenu son MBA de HEC Montréal ainsi que son baccalauréat en actuariat et un certificat en économie statistique de l'Université Laval.

Odgers Berndtson Canada est le plus important cabinet de recrutement de cadres au pays. Nos bureaux sont situés dans les plus grandes villes du Canada dont Vancouver, Calgary, Toronto, Ottawa, et Montréal. Globalement, Odgers Berndtson est le sixième plus important cabinet de recrutement de cadres au monde. Nous exploitons des bureaux dans 50 villes en Europe, en Asie et dans les Amériques.



Roger T. Duguay

ODGERS BERNDTSON
VANCOUVER CALGARY TORONTO OTTAWA MONTRÉAL

50 bureaux répartis dans 24 pays à travers le globe

www.odgersberndtson.ca

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

Indice Empire septembre: **8,00**
 manufacturier (É.-U.) août: **7,10**

Prix des importations août: **0,3%**
 (É.-U.) juillet: **0,2%**

Production industrielle août: **0,2%**
 (É.-U.) juillet: **1,0%**

LUNDI 20 SEPTEMBRE

Opérations internationales en valeurs mobilières (É.-U.) septembre: **13**
 août: **14**

Discover Financial BPA 3T: **32,5**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN

Indice des prix à la prod. août: **0,3%**
 (É.-U.) juillet: **0,2%**

Balance au compte 2T: **-125,0G\$**
 courant (É.-U.) 1T: **-109,0G\$**

Fed de Philadelphie septembre: **0,3**
 (É.-U.) août: **-7,7**

MARDI 21 SEPTEMBRE

Mises en chantier août: **554K\$**
 (É.-U.) juillet: **546K\$**

Permis de bâtir août: **560K\$**
 (É.-U.) juillet: **565K\$**

Réunion de la Fed sept.: **0,25%**
 août: **0,25%**

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

Indice des prix à la consommation (É.-U.) août: **0,3%**
 juillet: **0,3%**

Indice de confiance du Michigan (É.-U.) septembre: **70,0**
 août: **68,9**

MERCREDI 22 SEPTEMBRE

Gennum BPA 3T: **12,5**

Bed Bath & Beyond BPA 2T: **63,5**

Jefferies Group BPA 3T: **31,5**

Copart BPA 2T: **19,5**

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
 lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations:
 www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

6			1	3	4		
						7	
	5	3		7			
	2	7	4				
		6			1		
	1			2	9		5
8					9		
	4		3				
		9	8	7		6	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1777

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

5	9	2	1	7	4	3	6	8
8	6	7	3	2	9	4	5	1
4	3	1	5	6	8	7	9	2
6	8	4	9	1	7	5	2	3
2	1	9	6	5	3	8	4	7
7	5	3	4	8	2	6	1	9
1	2	6	7	3	5	9	8	4
3	4	8	2	9	6	1	7	5
9	7	5	8	4	1	2	3	6

Par Fabien Savary 1776

Tata Steel investit 300 millions

TATA

suite de la page 1

DSO générera environ 4 millions de tonnes de concentré par année, qui sera acheminé par chemin de fer jusqu'au port de Sept-Îles.

Le projet créera 220 emplois directs, mais les employés ne s'établiront pas de façon permanente à Schefferville. Ils feront plutôt la navette, alternant entre un certain nombre de jours à la mine et un certain nombre de jours dans leur région d'origine.

NML a déjà signé une entente économique avec la communauté Naskapi, de

Schefferville, mais elle vient à peine de reprendre les négociations avec les Innus de Sept-Îles (Uashat-Maliothenam) et de Schefferville (Matimekush-Lac-John). Elle négocie aussi avec les Innus du Labrador.

Le projet DSO repose sur des gisements exploités par l'Iron Ore Company of Canada (IOC) jusqu'au début des années 80. Ils sont situés à 66 % au Québec et 34 % au Labrador. L'exploitation devrait durer 12 ans, mais pourrait se poursuivre jusqu'à 20 ans, selon ce que laissent croire les ressources historiques du secteur.

Vers un mégaprojet

Avec des réserves prouvées et probables qui s'élèvent actuellement à 64 millions de tonnes par année (teneur moyenne en fer de 58,8 %), le projet DSO est relativement modeste. Les deux autres projets dans les cartons de NML, LabMag (au Labrador) et KéMag (au Québec), ont des réserves combinées de 5,6 milliards de tonnes (à environ 30 % de fer) et pourraient générer à partir de 2016 une production de quelque 22 millions de tonnes de concentré par année.

Tata détient une option sur

ces deux projets et a jusqu'à la fin de l'année pour négocier une entente avec New Millennium. «Tata a cependant voulu commencer par DSO parce que c'était plus petit et plus rapide», a expliqué Robert Martin en entrevue avec *La Presse Affaires*. C'est leur premier projet minier hors de l'Inde.

Dans le cadre des projets KéMag et LabMag, New Millennium envisage de construire un pipeline qui acheminerait le concentré de la région de Schefferville vers Sept-Îles. Cet ouvrage, d'un diamètre de quelque 70 centimètres, s'étendrait sur une distance de 600 à 750 kilomètres, dépendant de la route choisie.

«Le pipeline coûtera 1

milliard à lui seul, mais permettra de réduire les coûts de façon importante par rapport au train», soutient Robert Martin. Selon lui, le pipeline permettrait à l'exploitant de s'établir comme le producteur de fer à plus faible coût en Amérique du Nord.

Le titre de NML (NML au TSX Croissance) a réagi positivement à l'annonce d'hier concernant DSO, gagnant près de 15 % en matinée. Mais il a finalement terminé la journée avec un maigre gain de 0,8 %, à 1,28 \$.

Labrador Iron Mines Holdings (LIM sur le TSX) développe aussi un projet d'exploitation de gisements de fer dans le même secteur. La société devrait lancer la production dès 2011.

915 millions pour changer de proprio

VAN HOUTTE

suite de la page 1

En entretien avec *La Presse Affaires*, hier, le président et chef de la direction de Green Mountain, Lawrence Blanford, a confirmé que l'entreprise prévoit privilégier ses propres actifs dans le marché des pauses café au sud de la frontière.

Mais, au Canada, c'est à la direction actuelle de Van Houtte, à son siège social de Montréal, que Green Mountain Coffee entend confier ses ambitions commerciales. «Nous avons beaucoup de potentiel de croissance dans l'ensemble du Canada. Et nous sommes ravis de pouvoir compter sur les gens de Van Houtte pour gérer cette croissance», a indiqué M. Blanford.

Pour le moment, les activités de Green Mountain au Canada se concentrent sur l'approvisionnement de la chaîne de 180 cafés-bistrot Timothy's et la vente au détail de ses cafés emballés. Il s'agit d'activités acquises l'an dernier à Toronto, et dont Green Mountain prévoit déplacer le siège administratif chez Van Houtte à Montréal.

Par ailleurs, Green Mountain veut accélérer la croissance au Canada de ses ventes de capsules de café à dose unique K-Cup, un marché dynamique dérivé de sa filiale des cafés Keurig.

C'est d'ailleurs pour ses capsules K-Cup que l'entreprise vermontoise s'est associée à Van Houtte depuis bientôt 10 ans, par l'entremise d'une licence de fabrication et de distribution.

Chez Van Houtte, les K-Cup,

VAN HOUTTE

ACTIVITÉS

Transformation et commerce du café, marché du détail et services de pause café

MARQUES

Van Houtte, FilterFresh, Orient Express, Brûlerie St-Denis/Mont-Royal

SIÈGE SOCIAL

Montréal

EFFECTIFS

1900 dont 880 au Québec

REVENUS (12 derniers mois)

445 millions

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

(12 derniers mois)

92 millions

Sources: entreprises, Bloomberg

fortes de leur succès commercial, représentent maintenant 20 % des revenus totaux du café, un pourcentage qui a doublé depuis 2008.

À l'usine principale de Van Houtte, à Montréal, une chaîne d'emballage réservée aux K-Cup en fabrique 400 à la minute, sept jours sur sept. «Nous avons besoin de toute la capacité de fabrication des capsules à nos usines du Canada et des États-Unis afin de répondre à la demande», a souligné Lawrence Blanford, de Green Mountain.

Grâce aux K-Cup et à quelques acquisitions, Green Mountain vient de franchir le seuil du milliard de chiffre d'affaires. Avec la consolidation des activités de Van Houtte, l'entreprise

GREEN MOUNTAIN COFFEE ROASTERS

ACTIVITÉS

Transformation et commerce du café

MARQUES

Green Mountain, Keurig, Timothy's, etc

EFFECTIFS

2100 employés

SIÈGE SOCIAL

Waterbury, Vermont

REVENUS (4 derniers trim.)

1,2 milliard US

+67%

BÉNÉFICE NET (4 derniers trim.)

70 millions US

+44%

VALEUR BOURSIÈRE (var. un an)

4,6 milliards US

+60%

de Waterbury, au Vermont, approchera les 1,5 milliard de revenus.

À la Bourse NASDAQ, Green Mountain est évaluée à hauteur de 4,5 milliards US, en hausse de 60 % depuis un an.

L'entreprise réputée pour son «commerce équitable» avec les pays producteurs de café figure aussi aux premiers rangs du palmarès des entreprises de croissance les plus prometteuses aux États-Unis, selon le magazine d'affaires *Forbes*.

Pour Van Houtte, ce prochain changement d'actionnaires américains signifie aussi le passage de propriétaires plus financiers à un nouveau patron spécialisé dans son secteur.

«Nous partageons avec notre nouvel actionnaire la



PHOTO RYAN REMIORZ, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Selon Green Mountain Coffee, Van Houtte a encore beaucoup de potentiel au Canada.

même culture de qualité qui a fait la renommée de Van Houtte», a indiqué son président et chef de la direction, Gérard Geoffron.

Lui et ses principaux adjoints, dont Sylvain Toutant, gestionnaire de renom dans le commerce de détail au Québec, prévoient demeurer en poste avec Green Mountain.

Pour leur part, les actionnaires vendeurs de Van Houtte, dont le Fonds de solidarité FTQ, font manifestement une bonne affaire après seulement trois ans de propriété.

En 2007, Van Houtte avait été sortie de la Bourse lors d'un achat de 600 millions dirigé par la société d'investissement Littlejohn & Co., de Greenwich, au Connecticut.

Le Fonds de solidarité FTQ avait aussi participé à hauteur de 75 millions dans cette acquisition, sous forme

d'équité et de débentures.

«Le Fonds avait travaillé fort en 2007 pour garder le siège social de Van Houtte à Montréal. En fin de compte, ça s'est avéré aussi un placement très rentable pour nos actionnaires», selon la porte-parole du Fonds, Josée Lagacé.

PRÉCISION

METRO

Metro a récemment changé d'agence de publicité. Dans le texte sur le programme de fidélisation Metro&moi, paru hier dans ces pages, il aurait donc fallu lire que l'agence de l'entreprise est Publicis. Aussi, le sondage mentionné en début de texte a été réalisé en 2009 et non en 2008. Nos excuses.

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
ARGENT À PRÊTER, UN 2e HYPOTHÈQUE.
514-983-3870

714 FRANCHISES

The UPS Store
SÉMINAIRE GRATUIT SUR LE FRANCHISAGE
Lundi 20 septembre, 19h30
Hôtel Mortagne
1228, rue Nobel, Boucherville
Inscrivez-vous au 1.800.661.6232
ou à www.theupsstore.ca
Les places sont limitées!
Réservez la vôtre dès aujourd'hui!

715 FINANCEMENT
1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)
PRÊT HYPOTHÉCAIRE, 1^{ère} et 2^e, résidentiel, locatif, semi-comm., const. Réponse rapide.
Sécur Finance 1-877-346-2620. Agent protégé.

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX
PRENEZ AVIS de la clôture d'inventaire de la Succession d'HELENE LANCTOT, décédée le 28 mars 2010. Le dit inventaire peut-être consulté au Trust CIBC, 55 rue Yonge, bur.1000, Toronto, ON, M5E 1J4.

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que les compagnies 9189-4139 QUÉBEC INC. et 9201-0008 QUÉBEC INC. demandent au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre MONTRÉAL, le 14 septembre 2010
LEGAULT JOLY THIFFAULT, S.E.N.C.R.L., procureurs

FERMETURE DE SOCIÉTÉ
Les activités commerciales de 9185-6914 QUÉBEC INC. ont cessé depuis le 31 octobre 2007. Pour cette raison la société sera fermée à jamais.
Islam Saiful, président

GRANDE VENTE DE VÊTEMENTS POUR HOMMES

Mode de concepteurs européens supérieurs

Costumes
Cuir-Chemises
Pullo-Pantalons
Vestons-Imperméables
Manteaux d'hiver

RABAIS DE 70% À 80%

Nouvel arrivage automne/hiver à partir du 15 Septembre
Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 18h
Samedi de 10h à 17h

OMEGA VÊTEMENTS POUR HOMMES
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu
514 788-5155
www.omegahomme.com

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

DÉJEUNERS-CAUSERIES DES JARDINS
LES VOIX D'AFFAIRES

Desjardins

FRANÇOIS TRAHAN
Vice-président et stratège en chef
Wolfe Trahan & Co.

VENDREDI 1^{ER} OCTOBRE 2010
de midi à 14 h

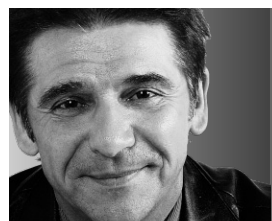
Inscription :
WWW.CCMM.QC.CA/FRANÇOIS-TRAHAN
514 871-4000 poste 4001

LES INDICATEURS FONCTIONNENT AU RALENTI, LES MARCHÉS S'ESSOUFFLENT ET LES POLITIQUES SONT DÉLAISSÉES.

Présenté par : **Bell** En collaboration avec : **les affaires** **BOMBARDIER** **CN** **gowlings**

Hydro Québec **SITQ** **SNC-LAVALIN**

Pas de Colisée ni de toit sans fumée



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Ça s'annonce mal pour les cinq nouveaux fonds spéciaux qui bénéficient de la taxe sur le tabac depuis que le Fonds spécial olympique a fini de rembourser en 2006 la fabuleuse dette de 2,4 milliards de dollars du Parc olympique. Cette taxe leur rapporte, bon an, mal, une centaine de millions de dollars.

Quel est le problème? Le gouvernement Charest risque de puiser dans cette lucrative source de revenus pour financer ses engagements (promesse de 180 millions) dans la construction du futur Colisée de la ville de Québec et dans la construction du nouveau toit du Stade olympique au coût de 300 millions.

Pensons-y deux petites minutes: comme le gouvernement du Québec est cassé comme un clou, il serait pour le moins malvenu de faire des coupes dans la santé, l'éducation et autres ministères stratégiques

au profit d'un nouveau toit pour le Stade olympique et du nouveau Colisée devant servir à attirer une nouvelle équipe de Ligue nationale de hockey.

Augmenter les impôts pour financer l'amphithéâtre des futurs Nordiques et le toit du Stade? Jamais de la vie, le gouvernement Charest se vante à chaque budget provincial d'avoir réduit les impôts des contribuables.

Comme il ne peut absolument pas imposer une nouvelle taxe en sus de la TVQ, que lui reste-t-il comme source gouvernementale de financement du Colisée et du Stade? Je crains que le gouvernement Charest ne fasse marche arrière et puise de nouveau à pleines mains dans les revenus de la taxe sur le tabac, et ce, au détriment des nouveaux fonds.

Et au diable les projets mis sur pied par les cinq fonds spéciaux depuis 2006. Avant qu'ils

passent sous le bistouri, voici un rappel des grands objectifs que chaque fonds spécial poursuit.

1- Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

Mis en œuvre le 1^{er} août 2006, ce fonds est affecté au soutien financier à la construction, à la rénovation, à l'aménagement et à la mise aux normes d'installations sportives et récréatives. Il sert également à financer l'organisation

Je crains que le gouvernement Charest ne fasse marche arrière et puise de nouveau à pleines mains dans les revenus de la taxe sur le tabac, et ce, au détriment des nouveaux fonds.

d'événements sportifs internationaux ou pancanadiens.

Somme annuelle prélevée à même la taxe sur le tabac: 49 millions.

2- Fonds du patrimoine culturel québécois

Ce fonds a vu le jour le 16 août 2006. Il est destiné au soutien financier à des mesures favorisant la conservation et la

mise en valeur, dont la restauration, le recyclage, la mise aux normes et la diffusion, d'éléments significatifs du patrimoine culturel québécois.

Somme prélevée de la taxe spéciale: 10 millions.

3- Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie

Doté d'un budget annuel de 20 millions, ce fonds a été créé à la fin d'octobre 2007.

Son objectif? Financer des activités, des programmes et

des projets visant à favoriser une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif. À cela s'ajoutent la promotion de saines habitudes de vie et l'amélioration des services aux personnes aux prises avec un problème de poids. Ces activités, programmes et projets sont en sus des programmes réguliers établis par le gouvernement.

4- Fonds pour le développement des jeunes enfants

Ce fonds existe depuis décembre 2009 et jouit d'un budget annuel de 15 millions.

Son but? «Contribuer à la réalisation de la mission du ministre de la Famille, en soutenant le développement global des enfants âgés de 5 ans et moins vivant en situation de pauvreté, afin de favoriser la réussite de leur entrée scolaire et la poursuite de leur scolarité.»

5- Fonds de soutien aux proches aidants

En vigueur depuis décembre 2009, ce fonds affecte ses 15 millions annuels au financement d'activités, de projets et d'initiatives visant à donner un coup de pouce aux proches aidants qui fournissent, sans rémunération, des soins et du soutien régulier à domicile à des personnes âgées ayant une incapacité significative.

Pour financer le Colisée et le toit du Stade, le gouvernement Charest osera-t-il réduire ces fonds spéciaux destinés à l'ensemble de la population?

Je souhaite vraiment me tromper!

COUCHE-TARD

Casey's veut plus avant de négocier

MARTIN VALLIÈRES

L'entreprise américaine de dépanneurs Casey's General Store n'écarte pas de négocier avec son prétendant Alimentation Couche-Tard, mais pas avant qu'il majore son offre d'achat à un niveau qu'il juge «acceptable».

Dans une nouvelle lettre envoyée hier à Couche-Tard, le président de Casey's, Robert Myers, affirme qu'en fonction de ses «responsabilités fiduciaires», le conseil d'administration du détaillant est prêt à «étendre à toute partie intéressée la possibilité de discuter d'une éventuelle transaction, à condition que le point de départ de telles discussions soit acceptable».

Mais pour le moment, poursuit M. Myers, «nous considérons que votre offre à 38,50\$US par action est inadéquate et trop conditionnelle pour servir de base de discussions».

Rappelons que l'offre d'achat de Couche-Tard, lancée à 36\$US par action en avril dernier, a été systématiquement boudée par Casey's même après deux augmentations.

En contrepartie, depuis une semaine, Casey's a entrepris

des négociations avec le principal concurrent de Couche-Tard aux États-Unis, le groupe 7-Eleven, à la suite de son offre annoncée à 40\$US l'action.

Aussi, ces négociations de Casey's ont été amorcées deux

semaines avant son assemblée d'actionnaires du 23 septembre prochain. Et durant laquelle Couche-Tard a déjà inscrit un vote d'actionnaires sur un remplacement complet du conseil d'administration de Casey's.

D'ailleurs, dans sa lettre d'hier, Casey's rejette la demande récente de Couche-Tard de retarder de «deux à trois semaines» son assemblée d'actionnaires.

Couche-Tard a réclamé ce

déjà afin de pouvoir réviser sa dernière offre si Casey's lui ouvrait ses livres comptables au même titre qu'il l'a fait avec le concurrent 7-Eleven.

Mais à ce propos, hier, Casey's a réitéré ses critiques envers la «crédibilité» de Couche-Tard dans sa démarche d'offre d'achat, tant pour les «nombreuses conditions» qu'elle comporte que pour sa «capacité financière douteuse» à conclure une telle transaction.

L'AUDACE EN AFFAIRES

9 GROSSES POINTURES À APPLAUDIR LE 22 SEPTEMBRE



DU COMMERCE
LES AFFAIRES
HEC MONTRÉAL

galaducommerce.com











fmc-avocats.com
Fraser Milner Casgrain s.e.n.c.r.l.

ANN BIGUÉ | ASSOCIÉE | FMC MONTRÉAL

Une leader en droit autochtone se joint à FMC

FMC est fière d'accueillir Me Ann Bigué, avocate de grande renommée en droit autochtone, de l'énergie et des ressources naturelles à titre d'associée et de co-leader de son groupe national en droit autochtone.

La productivité des Canadiens faiblit encore

RUDY LE COURS

Le nombre d'heures travaillées a augmenté plus vite que la taille de l'économie, au deuxième trimestre.

Voilà pourquoi la productivité dans les entreprises a reculé de 0,8 %, d'avril à juin, effaçant les gains réalisés au premier trimestre, a indiqué hier Statistique Canada.

En un an, le taux de productivité du travail est limité à 0,8 %. Pour la période correspondante, cela signifie que la croissance de l'économie de 3,7 % a été surtout assurée par l'augmentation de 2,8 % du nombre d'heures travaillées. La plus forte création trimestrielle d'emplois de l'histoire (plus de 200 000) apporte d'ailleurs un soutien éloquent à ce calcul.

Le recul de la productivité du printemps est avant tout concentré dans le commerce de gros et de détail ainsi que dans la construction.

Dans la fabrication, le bilan est plus encourageant, avec un léger gain de 0,1 %, le cinquième d'affilée. Il s'agit d'un

secteur névralgique puisque son activité est très reliée aux exportations, en particulier vers les États-Unis.

Or, dans l'ensemble, les entreprises américaines font beaucoup mieux que les canadiennes au chapitre de la productivité.

Qui plus est, la productivité a diminué plus vite que la rémunération horaire durant le printemps. Résultat: les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de 0,5 %

être encouragés et déployés aux autres secteurs d'activité.»

Rappelons que ces avantages concurrentiels (gain annuel de productivité de 7,6 %) ont été réalisés au prix d'une stagnation, de l'effectif dans les segments manufacturiers de l'économie.

À moins d'une croissance robuste qui paraît improbable, les gains de productivité devront se réaliser au détriment de l'embauche dans les

importés», fait remarquer Francis Fong, économiste chez Banque TD.

Comme la Banque du Canada, il s'attend à une accélération des investissements des entreprises au cours des mois à venir d'autant plus que leur fiscalité a été révisée de manière à stimuler ce type de dépenses.

Statistique Canada a aussi mesuré une augmentation du taux d'utilisation de la capacité industrielle, la quatrième d'affilée.

En 2005, le taux avait atteint 84,2 % et s'est maintenu au-dessus des 80 % jusqu'à l'été 2008. Au creux de la récession, au printemps 2009, il est descendu jusqu'à 68,1 %. «Il y a encore place pour la croissance avant que l'économie fasse face à des limites de capacité», précise Douglas Porter, économiste en chef adjoint chez BMO Marchés des capitaux. En fait, le taux de chômage de 8,1 % en août qui reste environ deux points de pourcentage au-dessus de son taux de pré-récession.»

Les taux d'utilisation varient d'un segment à l'autre avec des pointes de 88 % et 89,9 % dans le papier et la foresterie et des creux de 49,4 % et de 56,9 % dans les produits du cuir et les vêtements.

Notons enfin que l'impression et les mines ont des taux plutôt faibles de 63,7 % et 69,0 % seulement. Le premier cas est cependant plus inquiétant puisqu'il accuse toujours un recul annuel alors que le second connaît un bond de plus de 15 %.

Le recul de la productivité du printemps est avant tout concentré dans le commerce de gros et de détail ainsi que dans la construction.

lorsqu'on les exprime en dollars canadiens, mais de 1,8 % lorsqu'on les convertit en dollars américains.

Seule exception: la fabrication. «Ses coûts unitaires de main-d'œuvre ont diminué significativement depuis la fin de 2008, observe Benoît P. Durocher, économiste principal chez Desjardins. Ces efforts doivent

autres secteurs, en particulier ceux qui sont exposés au commerce international (transport, hôtellerie, foresterie).

«Les entreprises améliorent leur rentabilité, les taux d'intérêt demeurent extrêmement faibles et le dollar canadien se maintient à un niveau élevé, ce qui réduit le prix de la machinerie et de l'équipement

Elle est passée de 74,4 % à 76 %, entre les premier et deuxième trimestres. «Elle continue d'augmenter depuis juin, assurent Derek Holt et Gorica Djerić, économistes chez Scotia Capitaux. Elle a retrouvé son niveau de novembre 2008, mais demeure encore loin de ses sommets d'avant-récession.»

Les Américains prudents dans leurs dépenses

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les ventes de détail aux États-Unis ont augmenté un peu plus que prévu en août, mais leur progression laisse penser que les Américains restent très prudents dans leurs achats et que la consommation est encore loin d'avoir retrouvé son rôle d'aiguillon de la croissance.

Les ventes des détaillants et de la restauration ont augmenté de 0,4 % par rapport à juillet, soit un peu plus que la prévision médiane des analystes (+0,3 %), selon des chiffres publiés hier par le département du Commerce.

À août a été le deuxième mois consécutif de hausse pour cet indicateur, qui avait progressé de 0,3 % en juillet.

Après la multiplication de signes témoignant d'un ralentissement de la reprise aux États-Unis, le rapport du ministère est plutôt encourageant dans la mesure où il semble témoigner, au moins temporairement, d'une bonne orientation de la consommation.

Les chiffres sur les ventes de détail donnent un premier aperçu de l'évolution de la consommation du mois passé. Ils sont très suivis bien qu'ils ne tiennent pas compte des achats de services, qui représentent près de 65 % des dépenses des ménages.

Pour Chris Christopher, économiste de l'institut IHS Global Insight, les ventes de détail laissent penser que «la hausse de la consommation devrait atteindre 2,0 %» en rythme annuel au troisième trimestre.

Ce serait autant qu'au deuxième trimestre, qui avait vu la croissance économique des États-Unis n'atteindre que 1,6 % en rythme annuel par rapport au trimestre précédent, soit un taux bien inférieur au potentiel du pays.

S'ils peuvent témoigner d'une bonne orientation de la consommation, les chiffres du ministère montrent, dans le détail, que celle-ci reste tout sauf effrénée.

Certes, seules quatre des treize composantes de l'indice ont baissé en août, mais celui-ci a été tiré essentiellement par les ventes des magasins d'alimentation (+1,3 %) et de vêtements (+1,2 %).

Les produits coûteux sont laissés de côté, au moins temporairement: les ventes de voitures ont baissé de 0,7 %, celles des magasins d'ameublement de 0,9 %, et celles d'électroménager ou de matériel électronique de 1,1 %.

Ces chiffres corroborent une observation du dernier livre beige, rapport de conjoncture de la banque centrale (Fed), qui notait le 8 septembre une tendance des ménages à se limiter de nouveau aux achats de première nécessité.

Option EST : une nouvelle possibilité d'investissements à Laval



En 2011, le prolongement de l'autoroute 25 se concrétisera par l'ouverture d'un nouveau pont, qui permettra un lien plus direct avec les marchés de l'est de Montréal et du Québec, et qui favorisera une meilleure fluidité du transport des biens et des personnes dans le Grand Montréal.

Considérez l'Option EST dans vos plans d'affaires. Laval vous propose une nouvelle perspective et des possibilités d'investissements qui peuvent correspondre à la fois à vos besoins et à votre stratégie d'affaires.

Laval offre plusieurs options pour les entreprises qui souhaitent s'y installer, grâce à l'organisation d'une grande capacité d'accueil. Vous avez des choix qui conviennent à la nature de vos opérations. L'Option EST s'y ajoute, et elle peut vous convenir.

Tout le monde a une bonne raison de s'installer à Laval!

Informez-vous auprès de nous du potentiel de l'Option EST.

1555, boulevard Chomedey
Bureau 100
Laval (Québec) H7V 3Z1
Téléphone : 450 978-5959
Télécopieur : 450 978-5970
info@lavaltechnopole.com
www.lavaltechnopole.com



Il y a une place pour vous à Laval...

LA PRESSE AFFAIRES

JEUX VIDÉO

L'industrie demande 1 million pour un nouveau centre de formation

EXCLUSIF

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Pour remplacer le Campus Ubisoft, l'industrie québécoise du jeu vidéo veut créer un nouveau centre de formation qui se concentrera sur la formation de pointe. Les entreprises de jeux vidéo demandent au gouvernement du Québec de payer le coût de ce nouveau centre, évalué à près de 1 million de dollars par année, a appris *La Presse Affaires*.

Au terme de plusieurs mois de consultation, l'industrie a accouché d'un rapport final qui sera présenté officiellement au gouvernement Charest le 24 septembre prochain. Le rapport, que *La Presse Affaires* a obtenue, suggère la création d'un nouveau centre axé sur la formation continue dès cet automne.

Formation continue

Contrairement au Campus Ubisoft qui a fermé ses portes en juin dernier, le Centre numérique de Montréal n'offrirait pas de programme menant à l'obtention d'un diplôme. Cela resterait la chasse gardée des cégeps et des universités. Le Centre numérique de Montréal se concentrerait plutôt sur la formation continue des travailleurs ayant quelques années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo.

«Le défi de l'industrie, c'est de former des experts. Il faut prendre des gens qui ont trois ou quatre ans d'expérience et en faire des experts parmi les meilleurs au monde. Le défi, ce



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Selon un rapport qui sera remis prochainement au ministre du Développement économique Clément Gignac, l'industrie québécoise du jeu vidéo est actuellement en situation de pénurie de main-d'oeuvre de niveau intermédiaire et avancé.

n'est pas de former des diplômés en quantité suffisante, c'est de former les employés plus expérimentés», dit une source près du dossier.

Le Centre numérique de Montréal aurait aussi comme mission de conseiller les établissements d'enseignement sur les besoins de l'industrie, d'offrir des cours dans les écoles secondaires, d'organiser des conférences avec des spécialistes internationaux et de faire des missions de recrutement à l'étranger.

Organisme à but non lucra-

tif, le Centre numérique de Montréal serait un comité additionnel de l'Alliance numérique, une association qui regroupe 56 des 105 entreprises de jeux vidéo au Québec. Le budget annuel de fonctionnement du Centre numérique de Montréal est établi à 982 000\$, dont 300 000\$ pour la formation continue et 295 000\$ pour l'embauche de trois employés à temps plein et une hausse de salaire et des responsabilités du président de l'Alliance numérique.

Selon le scénario proposé, le gouvernement du Québec paierait l'ensemble de la facture. Les studios ne verseraient pas de contribution financière, mais ils s'engageraient à offrir «une contribution en services» et à en faire la promotion. «Plusieurs bailleurs de fonds sont sollicités pour appuyer la création du Centre numérique tels que le ministère du Développement économique, Emploi-Québec, le ministère de l'Éducation», lit-on dans le rapport rédigé par la firme

Zins Beauchesne pour le compte de l'Alliance numérique et TECHNOCompétences, une association d'entreprises en technologies de l'information.

Pénurie de main-d'oeuvre

Selon le rapport qui sera remis prochainement au ministre du Développement économique Clément Gignac, l'industrie du jeu vidéo est actuellement en situation de pénurie de main-d'oeuvre de niveaux intermédiaire et avancé.

L'industrie estime avoir besoin de 345 producteurs et concepteurs intermédiaires en 2010, mais il n'y aura que 311 finissants. Idem en 2011, alors qu'il y aura 381 emplois disponibles pour 372 diplômés. La pénurie devrait se résorber en 2012 (383 emplois disponibles pour 414 diplômés).

«La priorité (...) à court terme doit être résolument tournée vers des avenues qui résoudront des pénuries de main-d'oeuvre anticipées au niveau des employés intermédiaires et seniors», lit-on dans le rapport, qui souligne que «l'arrivée de nouveaux acteurs contribue à briser l'équilibre déjà précaire entre l'offre et la demande qui prévalait ces dernières années».

Selon le rapport, 1111 emplois sont disponibles cette année au sein de l'industrie québécoise du jeu vidéo, soit une hausse annuelle de 27% comparativement aux 4146 emplois comptabilisés en 2009. Au Québec, l'industrie du jeu vidéo devrait créer 1111 emplois en 2011 et 1611 emplois en 2012.

Le premier grand rassemblement international multi-énergie après le G8/G20 et tout juste avant COP16.

L'EXPOSITION DU 21^e CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

Une opportunité unique pour les professionnels œuvrant dans l'industrie de l'énergie de se familiariser avec les plus récentes percées technologiques touchant tous les secteurs de l'énergie, et d'échanger avec les plus grands joueurs mondiaux dans le domaine.

Plus que deux jours

AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Mardi 14 septembre 10h à 17h30
Mercredi 15 septembre 10h à 17h30
Jeudi 16 septembre 9h30 à 15h30

21^e Congrès mondial de l'énergie
12 au 16 septembre 2010
CME
MONTRÉAL
2010

Tous les détails au
wecmontreal2010.ca/fr

Commanditaires hôtes



Energy Council of Canada
Conseil canadien de l'énergie

Exposition gérée
et vendue par

Nos partenaires



CARRIÈRES ET EMPLOIS

TÉLÉPHONE 514-285-7320
TÉLÉCOPIEUR 514-499-2053
carrieres@lapresse.ca

LE RENDEZ-VOUS
DE L'EMPLOI

WORKOPOLIS LA PRESSE

Des courtiers immobiliers veulent se « syndiquer »

LA PRESSE CANADIENNE

Le Syndicat des métallos, affilié à la FTQ, lance une campagne de « syndicalisation » des courtiers immobiliers.

En fait, il ne s'agit pas précisément de syndicalisation, puisque les courtiers immobiliers sont considérés comme des travailleurs autonomes et ne peuvent donc se syndiquer, mais d'une association de défense de leurs droits, rattachée au Syndicat des métallos.

La section du Syndicat des métallos qui lance cette campagne est la même qui représente des chauffeurs de taxi et des camionneurs indépendants, d'autres travailleurs qui ne pouvaient se syndiquer, n'étant pas considérés comme des salariés. Pour représenter ce type de travailleurs, le Syndicat des métallos a créé une section particulière, baptisée Travailleurs autonomes du Québec, qui compte 5000 membres.

« On lance une campagne d'organisation, c'est très clair, a expliqué Daniel Roy, directeur québécois du Syndicat des métallos, au cours d'une ren-

contre avec la presse, hier. Dès demain, l'équipe de courtiers qui est dans le dossier va être sur le terrain pour aller rencontrer leurs confrères et leurs conseillers pour les faire adhérer à la nouvelle association », a-t-il prévenu.

L'association offrira divers services à ses membres, comme des services juridiques, des rabais sur les assurances auto, habitation et sur la vie, des forfaits pour les téléphones portables et des prix avantageux pour l'essence.

La nouvelle présidente de l'Association de défense des courtiers immobiliers du Québec, Paula Rodrigues, a soutenu que c'est la refonte de la Loi sur le courtage immobilier qui a été l'élément déclencheur de la volonté des courtiers de se regrouper pour défendre leurs intérêts. La loi a créé la nouvelle Organisation d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec, chargée de défendre les intérêts du public et d'appliquer la Loi sur le courtage immobilier. Mais « nous, en tant que membre, on se retrouve sans aucune association pour nous, pour défendre nos droits, nos intérêts », a dit M^{me} Rodrigues.

MATÉRIAUX
KOTT

Matériaux Kott se spécialise dans la fabrication de fermes de toit et de poutrelles de plancher depuis 1978. Elle est aussi distributrice de matériaux de construction pour les entrepreneurs canadiens. Soucieuse d'offrir à sa clientèle des produits et des services de qualité supérieure, la compagnie s'appuie sur une équipe alliant expérience et professionnalisme. Entreprise soucieuse du bien-être de ses employés, nous offrons des salaires avantageux et un programme d'avantages sociaux des plus compétitifs. Nous sommes présentement à la recherche d'un

Directeur des Ventes (succursale de St-Hubert)

Relevant du Directeur Général, le directeur des ventes de la succursale de St-Hubert s'assure d'augmenter la rentabilité de l'entreprise au moyen des ventes. Il sait entraîner, motiver et contrôler la force de ventes, il participe au développement de nouveaux marchés et il s'assure de bien répondre aux attentes et exigences des clients de la succursale, tout en respectant le budget d'opération.

Compétences requises :

Expérience de plus de 3 ans dans un poste similaire
Connaissance de l'industrie de la construction
Bilinguisme

Nous offrons une rémunération compétitive, ainsi qu'une gamme d'avantages sociaux très avantageuse. Si ce défi des plus stimulants vous intéresse, nous vous invitons à nous faire parvenir votre CV en toute confidentialité, à l'attention de M. Réjean Cyr.

Par courriel : rh@kottlumber.com

Par télécopieur : 450-430-2083

Par la poste : 4230 Marcel-Lacasse, Boisbriand, Qc.J7H 1N3

La réassurance, c'est notre affaire – et votre passion.

SCOR Global Vie Canada fait partie du groupe SCOR, le 5^e réassureur vie au monde avec une présence établie dans 120 pays. Nous offrons à nos clients un large éventail de produits d'assurance individuelle et collective, ainsi que des services spécialisés dans divers secteurs connexes. Notre personnel a la chance de travailler auprès d'autres experts dans le domaine sur la scène mondiale.

Vice-président adjoint et tarificateur en chef

Ce mandat, basé à notre bureau de Toronto, représente une foule de défis stimulants pour un professionnel ayant une connaissance approfondie des produits et services en assurance vie et prestations du vivant et possédant 15 ans ou plus d'expérience en tarification d'assurance/réassurance. Relevant du vice-président exécutif, vous mettrez à profit vos solides qualités de gestionnaire en dirigeant les activités de notre service de tarification pour tout le marché canadien. En tant que membre de l'équipe de tarificateurs principaux, vous contribuerez également à la planification opérationnelle et stratégique. Vous êtes autonome, motivé et proactif, en plus de faire preuve d'un sens de l'écoute développé. Les titres FLMI et FALU ou l'équivalent sont requis, tout comme la maîtrise de l'anglais.

Rendez-nous visite au www.scor.com. Si vous êtes prêt à propulser votre carrière à un échelon supérieur, faites parvenir votre curriculum vitae à l'attention de M^{me} Claire Cloutier à cavie@scor.com.

SCOR

www.scor.com



Les Distributions BMB (1985) S.E.C., est une entreprise en croissance constante, qui offre de stimulantes possibilités de carrière et d'avancement dans un environnement de travail des plus agréables où l'humain est au cœur de notre succès.

Représentants des ventes externes

Le représentant des ventes externes est responsable, pour son territoire, de maintenir et d'accroître les ventes de plancher et de matériaux de construction. Il contribue au développement des affaires et travaille en étroite collaboration avec l'équipe de ventes à l'interne.

EXIGENCES DU POSTE :

- Minimum de 3 années d'expérience pertinente;
- Connaissance des matériaux de construction et du couvre-plancher (bois);
- Formation pertinente au poste.

Nous cherchons actuellement des employés dynamiques pour qui la dimension du service à la clientèle est une passion. Nous assurons une rémunération compétitive en fonction des compétences et de l'expérience, ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à :

Les distributions BMB (1985) s.e.c.

Service des ressources humaines

4500, Bernard-Lefebvre, Laval (Québec), H7C 0A5

Fax : (450) 667-7889 rh@distributionsbmb.com

AWMILLER ÉQUIPEMENT TECHNIQUE INC est spécialisée dans la vente de machines-outils à Contrôle Numérique (CNC) pour le façonnage de pièces métalliques. Nous représentons les produits MAZAK, leader mondial dans le domaine (tours, centres d'usinage, laser etc.), ainsi que d'autres marques réputées dans les domaines de l'usinage spécialisé.

DIRECTEUR DES VENTES (Bureau de Ville St-Laurent)

Principales tâches et responsabilités :

Coordonner, superviser et soutenir les représentants des ventes ainsi que l'équipe administrative, de formation et d'installation pour couvrir le territoire suivant : le Québec, l'est de l'Ontario et les provinces Maritimes. Maintenir une bonne communication et étroite collaboration avec notre bureau-chef ainsi qu'avec nos fournisseurs principaux. Analyser et approuver toutes les transactions pour fin de rentabilité et de conformité technique. Évaluation annuelle du rendement du personnel de ventes et autres. Toutes autres responsabilités se rattachant aux opérations de la succursale.

Profil de la personne recherchée :

Motivateur chevronné pour établir et maintenir un haut niveau de performance orienté sur la vente de la gamme complète des produits que nous représentons avec l'équipe des vendeurs et tout le personnel de la succursale. Personne ayant une formation administrative de base (BAC) avec une expérience récente d'au moins cinq (5) ans dans la vente directe à la clientèle de machines-outils ou autres domaines reliés. Connaissances approfondies de la représentation auprès d'une clientèle établie, de la mise en marché et le développement de clients potentiels. Le bilinguisme très fonctionnel (français / anglais) à l'oral et à l'écrit est essentiel. Des déplacements réguliers aux USA et dans le territoire à couvrir sont à prévoir. Le salaire sera établi en fonction de l'expérience et des aptitudes de direction à pouvoir gérer de façon efficace et rentable le poste de directeur des ventes pour les opérations de la succursale.

Contactez-nous @ : avezina@awmiller.com



Chocolat Lamontagne inc., une compagnie en forte expansion dans le domaine de l'autofinancement, est à la recherche d'un ou d'une

DIRECTEUR(TRICE) DES VENTES (Québec et Maritimes)

Implanté au Québec depuis plus de 30 ans, riche d'une solide force de ventes à travers le Canada, et avec une division USA en forte croissance, nous sommes la référence en auto-financement.

Exigences :

La personne que nous recherchons doit être :

- Parfaitement bilingue (parlé et écrit).
- Dynamique et innovatrice.
- Capable d'établir et atteindre des objectifs.
- Devra demeurer dans la grande région de Montréal.

Salaires à discuter selon expérience.

Les candidat(e)s possédant les compétences requises peuvent faire parvenir leur CV à l'attention de Tina Lamontagne, à :

Chocolat Lamontagne inc.

4045, rue Garlock

Sherbrooke (Québec) J1L 1W9

par télécopieur au 819.564.025
par courriel tlamontagne@lamontagne.ca



Votre réussite, c'est notre affaire

Vous désirez diriger votre propre entreprise? Petro-Canada offre une occasion unique aux personnes hautement motivées qui souhaitent exploiter une entreprise de ventes au détail à un ou à plusieurs établissements (entre 10 et 12 établissements).

Nous recherchons des candidats ayant les qualifications suivantes :

- Solides aptitudes en matière de leadership et capables de recruter, de conserver, de diriger et de motiver les membres d'une grande équipe.
- Axés sur les résultats, déterminés, dignes de confiance, professionnels et respectueux.
- Expérience dans les activités de ventes au détail, de préférence d'au moins cinq ans, dans l'industrie pétrolière.
- Solides compétences en analyse financière, notamment en gestion de la trésorerie et de l'état des résultats.
- Axés sur le rendement et capables d'atteindre les objectifs de façon soutenue.
- Fonds de roulement initial nécessaire (le montant varie selon l'emplacement des établissements).

Si cette offre vous intéresse, veuillez soumettre votre demande en ligne à :

www.petro-canada.ca/occasionsaffaires

La préférence sera accordée aux candidats mobiles.

McMarque de commerce de Suncor Énergie Inc.

Petro-Canada est une entreprise de Suncor Énergie



Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

L'UQAT est à la recherche d'une personne ayant à cœur la qualité et l'importance des études supérieures, le rayonnement de l'Université et le développement des territoires pour combler le poste de :

Secrétaire général

Établissement à échelle humaine, l'UQAT contribue à la formation des personnes, à l'avancement de la recherche et au transfert des connaissances. Elle place les étudiantes et les étudiants au cœur de ses préoccupations et les accompagne dans leur réussite vers le plein exercice de leur citoyenneté. L'UQAT exerce ses activités principalement en Abitibi-Témiscamingue, dans le Nord-du-Québec, la MRC Antoine-Labelle et auprès des Premiers Peuples. Bien intégrée et engagée dans ses milieux, elle joue un rôle majeur dans leur développement. Membre du réseau universitaire québécois, l'UQAT assure son apport au développement du Québec et sa contribution au plan international.

Lieu de travail : **Rouyn-Noranda**

Le concours 2010-32 se termine
à 12 heures, le 1^{er} octobre 2010

L'UQAT souscrit à un programme d'équité à l'emploi.

Consultez la description complète du poste à l'adresse
www.uqat.ca/emplois

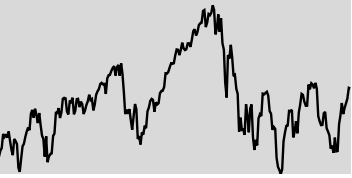


LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



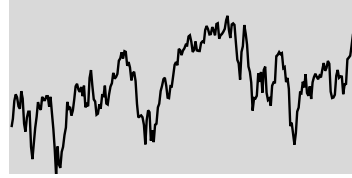
FERMETURE 1 121,10
 VAR. 1J -0,07% | 1AN +6,84%
 52 SEM. HAUT 1 219,80 BAS 1 010,91

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J	(pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	67 691,85	-338,73	-0,50	
CAC 40 (France)	3 774,40	7,25	0,19	
DAX (Allemagne)	6 275,41	13,73	0,22	
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 587,22	-1,70	-0,07	
FTSE 100 (Angleterre)	5 567,41	1,88	0,03	
Hang Seng (Hong Kong)	21 696,04	37,69	0,17	
Mexico Bolsa (Mexique)	33 058,00	136,37	0,41	
NYSE MIB (Italie)	21 003,94	2,32	0,01	
NIKKEI 225 (Japon)	9 299,31	-22,51	-0,24	
S&P/ASX 200 (Australie)	4 626,50	11,60	0,25	
Shanghai (Chine)	2 688,52	0,20	0,01	
Swiss Market (Suisse)	6 466,32	-5,45	-0,08	

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 12 192,98
 VAR. 1J 0,35% | 1AN +7,60%
 52 SEM. HAUT 12 321,76 BAS 10 745,25

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
URANIUM ONE INC (UUU)	21 272 213	3,46	-0,29
HORIZONS BETA/A (HNU)	12 760 755	4,26	-0,47
ANDEAN RES. (AND)	7 878 549	6,23	2,64
NEW GOLD (NGD)	5 938 029	6,20	2,31
KINROSS GOLD (K)	5 668 446	17,54	3,12
MANULIFE FINAN. (MFC)	5 582 936	13,50	-1,03
ISHARES S&P/TSX (XIU)	5 457 672	17,85	0,06
CENTAMIN EGYPT (CEE)	4 912 063	2,54	-1,93
WESTERN COAL (WMT)	4 491 571	4,91	-2,77
YAMANA GOLD (YRI)	4 368 499	10,81	3,74
BARRICK GOLD (ABX)	4 295 186	46,41	2,22
GOLDCORP (G)	3 825 685	44,14	3,62
IAMGOLD (IMG)	3 785 166	18,30	5,41
RUBICOM MINERALS (RMX)	3 529 891	4,29	3,37
ENCANA (ECA)	3 278 658	29,67	-1,26
GREAT BASIN GOLD (GBG)	3 273 177	2,51	2,45

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
RESVERLOGIX (RVX)	1 330 717	3,75	28,87
GOLDEN MINERAL (AUM)	70 295	10,64	23,01
FIRST MAJESTIC (FR.WB)	55 400	2,30	21,05
IMVESCOR REST. (IRG)	14 000	2,42	15,79
ORVANA MINERAL (ORV)	707 205	2,26	13,00

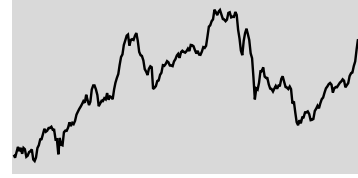
EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
DETOUR GOLD (DGC)	675 423	31,79	2,97
NEWMONT MINING (NMC)	15 068	64,75	2,66
AGNICO-EAGLE (AEM)	752 246	69,02	2,33
GOLDEN MINERAL (AUM)	70 295	10,64	1,99
ROYAL GOLD (RGL)	3 336	51,87	1,77

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SMTC MANUF CORP (SMX)	4 000	3,12	-13,33
VISTA GOLD (VGZ)	67 798	2,20	-7,95
HORIZONS BETAPRO (HGD)	1 932 473	10,87	-6,78
ENDEAVOUR FINAN. (EDV)	3 079 847	2,53	-6,30
SONDE RESOURCE (SOQ)	262 644	3,15	-5,97

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
E-L FINANCIAL COR (ELF)	3 824	410,00	-5,00
FAIRFAX FINAN. (FFH)	10 594	418,71	-3,74
BANQUE LAURENT. (LB)	203 363	45,68	-1,12
AG GROWTH INT. (AGN)	8 404	39,61	-1,11
AGRIUM (AGU)	798 171	75,29	-0,97

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 622,20
 VAR. 1J 1,04% | 1AN +29,38%
 52 SEM. HAUT 1 691,10 BAS 1 251,25

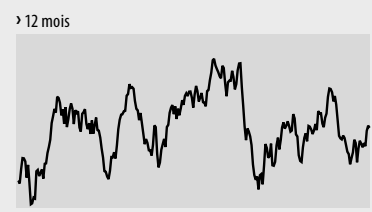
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
EXCELSIOR ENERGY (ELE)	8 226 225	0,37	0,00
SIDON INTL RES. (SD)	7 786 880	0,14	7,69
ROMARCO MINE. (R)	7 234 185	2,27	4,13
REALM ENERGY (RLM)	6 159 978	0,45	14,10
CANACO RES. (CAN)	5 651 505	3,69	29,47
KLONDIKE SILVER (KS)	5 568 740	0,05	12,50
TRADE WINDS VENT. (TWD)	5 208 153	0,28	24,44
BROOKMONT CAP. (BKT)	5 056 107	0,22	10,26
ALANGE ENERGY (ALE)	4 882 700	0,40	0,00
RED PINE EXPL. (RPX)	4 785 500	0,11	29,41

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur laspresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



76,80 \$US

Variation 1 JOUR -0,39 \$US

Variation 1 SEM. +3,66%

Variation 1 AN +11,53%

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	TAN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19,29	0,07	0,36	7,77
S&P/TSX 60 (XIU)	17,85	0,01	0,06	4,08
S&P/TSX fin. (XFN)	22,34	-0,11	-0,49	1,50
S&P/TSX éner. (XEG)	17,49	-0,06	-0,34	-2,73
S&P/TSX or (XGO)	24,51	0,76	3,20	14,16
Oblig. c. terme (XSB)	29,16	-0,01	-0,03	-0,92
Oblig. l. terme (XSB)	29,99	0,02	0,07	1,04
S&P 500 (XSP)	12,87	-0,01	-0,08	5,67

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	3 505,70	1,96		16,07			
▲ Osisko (OSK)	13,61	0,51	3,89	20 392	60,87	15,00	6,90 0,00
▲ Goldcorp (G)	44,14	1,54	3,62	38 257	6,75	48,37	35,12 0,18
▲ Semafo (SMF)	9,65	0,23	2,44	21 492	117,83	9,88	2,49 0,00
▲ Barrick (ABX)	46,41	1,01	2,22	42 952	11,94	50,65	36,01 0,49
▲ Cascades (CAS)	6,62	0,09	1,38	1 786	-25,95	9,80	5,86 0,16
▲ Tembec (TMB)	1,71	0,02	1,18	1 430	33,59	3,09	0,75 0,00
Canam (CAM)	7,35	0,04	0,55	112	3,09	9,81	6,61 0,16
Potash (POT)	152,55	0,25	0,16	7 613	33,36	160,65	88,68 0,40
Teck Cominco (TCK.B)	40,60	-0,08	-0,20	29 206	10,27	46,92	27,05 0,40
TECHNOLOGIES	190,89	1,48		-26,73			
▲ Research in Motion (RIM)	46,39	0,99	2,18	29 820	-34,69	94,00	44,94 0,00
Open Text (OTC)	46,59	-0,02	-0,04	652	9,08	51,92	37,32 0,00
▼ CGI (GIB.A)	14,51	-0,15	-1,02	13 275	1,90	16,80	11,34 0,00
▼ Exfo (EXF)	5,75	-0,19	-3,20	445	42,68	6,85	3,49 0,00
TÉLÉCOMS	827,62	0,35		14,02			
BCE (BCE)	33,07	0,32	0,98	18 439	14,03	33,75	25,07 1,83
Telus (T)	43,26	0,22	0,51	7 988	26,82	44,93	31,56 2,00
Rogers (RCI.B)	37,37	-0,19	-0,51	24 216	14,32	38,20	27,40 1,28
INDUSTRIELLES	1 229,49	0,22		8,42			
▲ Laperr. & Verreault (GLV.A)	7,82	0,17	2,22	100	-12,92	10,35	6,75 0,00
▲ Transat (TRZ.B)	14,49	0,23	1,61	793	-31,33	24,90	9,75 0,00
▲ Stella-Jones (SJ)	27,50	0,34	1,25	16	6,80	29,90	20,60 0,40
▲ Jazz Air (JAZ.U)	4,42	0,05	1,14	2 794	0,23	5,24	3,40 0,60
▲ Canadien Pacifique (CP)	64,19	0,63	0,99	5 025	13,03	65,82	45,41 1,08
Quinc. Richelieu (RCH)	25,76	0,25	0,98	936	14,49	27,04	19,25 0,36
Garda (GW)	8,09	0,05	0,62	1 381	-20,92	11,90	5,20 0,00
Canadien National (CNR)	65,89	0,32	0,49	9 990	14,91	67,88	50,75 1,08
Genivar (GNV.U)	27,77	0,05	0,18	78	2,66	29,26	24,56 1,50
ACE Aviation (ACE.A)	10,60	0,00	0,00	174	79,66	10,63	4,27 0,00
Velan (VLN)	14,01	0,00	0,00	0	-8,13	16,98	11,01 0,32
CAE (CAE)	10,42	-0,02	-0,19	1 397	18,81	10,62	8,34 0,16
Transcontinental (TCL.A)	13,72	-0,03	-0,22	749	6,19	15,25	10,77 0,36
SNC-Lavalin (SNC)	50,00	-0,29	-0,58	2 045	-7,39	54,89	41,59 0,68
▼ Transforce (TF)	9,93	-0,12	-1,19	641	18,21	11,12	6,80 0,40
▼ Bombardier (BBD.B)	4,93	-0,10	-1,99	31 043	2,73	6,24	4,16 0,10
CONSOMMATION AUTRE	1 015,92	0,17		13,01			
▲ Pages Jaunes (YLO.U)	5,48	0,17	3,20	15 137	1,86	6,98	4,83 0,80
▲ Astral Media (ACM.A)	39,35	0,57	1,47	958	18,27	39,78	30,99 0,50
▲ Gildan (GIL)	29,90	0,43	1,46	2 166	16,34	33,26	17,86 0,00
▲ Reitmans (RET.A)	18,28	0,24	1,33	1 327	9,13	20,00	15,10 0,80
Uni-Select (UNS)	26,00	0,20	0,78	52	-15,83	31,21	25,10 0,47
Thomson Reuters (TRI)	38,48	0,23	0,60	5 484	13,34	40,33	32,75 1,17
Dorel (DIL.B)	34,18	0,03	0,09	215	0,04	39,35	28,00 0,60
Rona (RON)	12,79	0,01	0,08	2 854	-17,22	17,73	12,65 0,00
Canadian Tire-A (CTC.A)	56,91	0,01	0,02	863	-1,03	59,63	50,86 0,84
Quebecor (QBR.B)	35,55	-0,24	-0,67	275	30,60	37,90	21,61 0,20
TVA (TVA.B)	12,30	-0,10	-0,81	146	-7,87	15,70	10,43 0,20
Cogeco Câble (CCA)	36,10	-0,32	-0,88	339	3,14	43,98	27,82 0,56
▼ Le Château (CTU.A)	13,51	-0,19	-1,39	37	-1,03	15,00	10,75 0,70
▼ BMTC (GBT.A)	22,51	-0,39	-1,70	43	50,07	23,50	10,33 0,24
▼ Shaw (SJR.B)	21,94	-0,45	-2,01	5 993	1,25	22,84	18,37 0,88
CONSOMMATION COURANTE	1 575,82	0,02		1,94			
▲ L'Assommoir (LAS.A)	55,70	0,93	1,70	2	5,11	58,75	40,80 1,16
▲ Shoppers Drug Mart (SC)	37,04	0,45	1,23	5 689	-18,43	46,35	32,57 0,90
Saputo (SAP)	35,00	0,10	0,29	2 215	13,82	35,70	24,20 0,64
Couche-Tard (ATD.B)	23,00	0,00	0,00	1 582	10,47	24,11	17,25 0,16
Jean Coutu (PJC.A)	8,57	-0,04	-0,46	805	-11,74	10,24	7,88 0,22
Molson (TPX.B)	45,75	-0,25	-0,54	69	-3,68	54,39	41,25 1,14
Metro (MRU.A)	45,06	-0,36	-0,79	1 910	14,89	46,59	33,02 0,68
Weston (George) (WN)	81,00	-0,65	-0,80	679	21,04	84,94	54,10 1,44
▼ Loblaw (L)	41,49	-0,55	-1,31	3 100	22,46	44,98	29,72 0,84

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	7,05	-1,30	63,46
Cacao (\$US/livre)	1,20	3,08	-12,29
Café (\$US/livre)	1,94	3,31	46,63
Mais (\$US/boisseau)	4,78	1,86	56,72
Soya (\$US/boisseau)	10,25	-0,02	10,81
Sucre (\$US/livre)	0,24	4,37	10,43

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	1,97	-0,48	13,06
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	4,18	0,69	20,26
Mazout (\$US/gallon)	2,13	0,16	22,03

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	0,95	-0,31	17,21
Argent (\$US/once)	20,45	1,69	23,19
Cuivre (\$US/livre)	3,41	-1,48	22,32
Étain (\$US/livre)	10,07	0,66	51,50
Nickel (\$US/livre)	10,36	-1,04	37,14
Palladium (\$US/once)	550,45	4,29	86,69
Platine (\$US/once)	1 591,10	2,66	20,57
Plomb (\$US/livre)	0,99	0,14	7,02
Zinc (\$US/livre)	0,97	-0,79	16,68

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,00	01-03-11	103,66	0,98 -0,02
Canada	6,00	01-06-11	103,35	1,21 -0,01
Canada	10,25	15-03-14	128,45	1,81 -0,05
Canada	9,75	01-06-21	161,64	2,98 0,07
Canada	8,00	01-06-23	149,53	3,21 0,07
Canada	8,00	01-06-27	157,65	3,43 0,13
Canada	5,75	01-06-29	130,76	3,49 0,13

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-20	158,61	3,83 0,00
Manitoba	7,75	22-12-25	140,49	4,14 0,10
New Brunswick	6,00	27-12-17	117,56	3,26 -0,03
Newfoundland	6,15	17-04-28	122,36	4,32 0,10
Nova Scotia	6,60	01-06-27	126,91	4,32 0,10
Ontario	6,25	25-08-28	123,61	4,34 0,10
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	115,69	1,15 0,12
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	146,59	4,21 0,09
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	145,43	4,26 0,10
PEI	8,50	27-10-15	127,65	2,67 -0,04
Québec	6,00	01-10-29	120,24	4,41 0,10

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-27	111,32	5,93 0,08
Bombardier	7,35	22-12-26	99,75	7,37 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	114,47	4,86 0,10
Gtaa	6,45	03-12-27	115,86	5,05 0,09
Investors Gr	6,65	13-12-27	107,26	5,96 0,09
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	117,86	5,17 0,10

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE	
CANADA			
Taux d'escompte	1,00	0,00	0,50
Taux préférentiel	2,75	0,00	0,50
Fonds à un jour	0,75	0,00	0,50
Bons du Trésor (3 mois)	0,62	-0,05	0,42
Obligations (2 ans)	1,25	-0,11	-0,09
Obligations (10 ans)	2,89	-0,04	-0,59

ÉTATS-UNIS

Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,15	0,00	-0,01
Obligations (2 ans)	0,48	0,00	-0,61
Obligations (10 ans)	2,60	0,03	-0,97

OR

New York

1 271,70 \$US

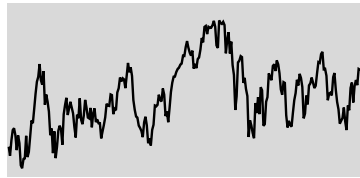
Variation 1 JOUR +24,60 \$US

Variation 1 SEM. +0,98 %

Variation 1 AN +26,99 %

DOLLAR CANADIEN

EN CENTS US > 12 mois



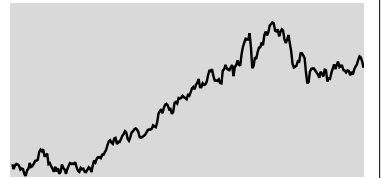
97,30 ¢US

VARIATION -0,04 ¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US 102,77 ¢

EN EURO > 12 mois



0,7487 €

VARIATION -0,0070 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro 1,3354 \$

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut	6,90 rands
Australie	1 \$ vaut	1,03 dollar
Bésil	1 \$ vaut	1,66 real
Chine	1 \$ vaut	6,57 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,63 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,56 dollars
Inde	1 \$ vaut	45,25 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,65 n.shekels

Japon	1 \$ vaut	80,87 yens
Liban	1 \$ vaut	1 543,09 livres
Mexique	1 \$ vaut	12,48 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,89 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,32 dollar
Russie	1 \$ vaut	29,76 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,89 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,97 franc

L'or touche un sommet et fait grimper Toronto

LA PRESSE CANADIENNE

REVUE BOURSIÈRE

TORONTO — La Bourse de Toronto a clôturé la séance d'hier sur un solide gain, essentiellement grâce aux titres aurifères, qui ont largement profité du nouveau sommet historique touché par le cours du lingot d'or.

L'indice composé S&P/TSX a avancé de 43,12 points pour terminer la journée à 12 192,98 points, tandis que la Bourse de croissance TSXV s'est adjugé 16,63 points, à 1622,20 points.

Les actions des sociétés aurifères ont bondi, le cours du métal jaune s'étant apprécié de 24,60 \$US pour terminer la journée à 1271,70 \$US l'once à New York, un record. À Toronto, l'ac-

tion de Barrick Gold a avancé de 1,01 \$, à 46,41 \$.

Poussée de l'or

Le cours de l'or, établi en dollars américains, a notamment profité de la chute du billet vert vis-à-vis d'autres devises, comme l'euro. Ces mouvements s'expliquent par le soulagement des marchés en regard de la nouvelle réglementation mondiale pour les banques, qui exigera des institutions qu'elles augmentent leurs réserves, tout en leur accordant quelques années pour s'y conformer.

« Je crois que les gens étaient plutôt négatifs par rapport au fait que les banques européennes auraient à (lever une grande quantité de fonds), alors ils avaient cessé d'acheter des euros. Mais (les réglementations) ne semblent pas aussi draconiennes que ce qu'on avait imaginé », a observé Ian

Nakamoto, directeur de la recherche chez MacDougall, MacDougall and MacTier, à Toronto.

Le dollar canadien s'est déprécié de 0,04 cent US, à 97,3 cents US.

Léthargie mondiale

L'or, considéré par la plupart des investisseurs comme une valeur refuge, a aussi obtenu un coup de pouce de la part de nouvelles données européennes semblant annoncer une léthargie pour l'économie mondiale. Selon le bureau des statistiques de l'Union européenne (UE), Eurostat, la production industrielle dans la zone euro était stable en juillet, et les résultats d'une enquête sur la confiance des investisseurs allemands se sont avérés beaucoup plus faibles que prévu.

Les données sur le commerce de détail aux États-Unis, qui ont

fait état d'une progression des ventes de 0,4 % le mois dernier, ont aussi renforcé le sentiment des investisseurs nord-américains. Les économistes comptaient sur une croissance des ventes de 0,3 %.

Les données des deux dernières semaines ont régulièrement surpassé les attentes plutôt modestes des économistes, et ont réduit les craintes de voir l'économie américaine retomber en récession. La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a gagné 5,1 % jusqu'à maintenant en septembre, tandis que le TSX affiche une croissance de 2,3 % sur la même période.

Le cours du pétrole brut a chuté de 39 cents US, à 76,80 \$US le baril, à la Bourse des matières premières de New York, tandis que le secteur torontois de l'énergie a perdu 0,3 %.

Les titres du secteur des

métaux de base ont avancé dans l'ensemble de 0,1 %, après avoir progressé de 4,5 % la veille. Le cours du cuivre a retraité de 1,05 cent US, à 3,47 \$US la livre. L'action de Teck Resources a perdu 8 cents, à 40,60 \$.

Le secteur de la finance a chuté de 0,3 %. Le titre de la Banque Royale a laissé 27 cents, à 54,33 \$, après que l'agence de notation Moody's eut indiqué avoir entamé une révision de toutes ses évaluations à long terme sur la banque, pour possiblement les réviser à la baisse.

Baisse à New York

À Wall Street, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a retraité de 17,64 points, à 10 526,48 points, tandis que l'indice composé du NASDAQ a avancé de 4,06 points, à 2289,77 points, et que l'indice élargi du S&P 500 a lâché 0,8 point, à 1121,10 points.

SORT DES RETRAITÉS

AbitibiBowater s'entend avec Québec

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

AbitibiBowater s'engage à maintenir son siège social au Québec et à investir 75 millions de dollars en cinq ans dans de nouveaux projets en échange d'un étalement de ses cotisations au régime de retraite de ses travailleurs.

En vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Québec, AbitibiBowater devra également réaliser au Québec 60 % de ses investissements canadiens « en matière de maintenance et de création de valeur dans ses exploitations de pâtes et papiers ».

Québec dit avoir accepté d'assouplir ses exigences régle-

mentaires afin de protéger les travailleurs ainsi que les communautés dépendant d'AbitibiBowater, qui s'est placée à l'abri de ses créanciers au printemps 2009.

L'accord dévoilé hier matin prévoit aussi que la « nouvelle » AbitibiBowater ne pourra pas verser de dividendes à ses actionnaires tant que le ratio de solvabilité moyen pondéré de ses régimes de retraite demeurera inférieur à 80 %. Au moment où l'entreprise a demandé la protection des tribunaux, ce taux était d'environ 75 %.

De 2011 à 2020, AbitibiBowater devra verser une contribution de base de 50 millions par année à ses régimes de retraite canadiens.

À partir de 2013, si le ratio de solvabilité moyen pondéré des régimes tombe au-dessous d'un certain seuil, l'entreprise pourrait devoir verser jusqu'à 15 millions de plus par année.

En outre, AbitibiBowater devra payer une pénalité de 75 \$ pour chaque tonne métrique de diminution de sa capacité de production au Québec. Ces sommes iraient aux régimes de retraite.

L'entreprise a également accepté de verser 2 millions par année, pendant cinq ans, dans un fonds « au profit des municipalités et des travailleurs où sont situées ses usines au Québec ».

« C'est certain que ces balises ont de quoi nous rassurer, car

AbitibiBowater ne pourra pas faire n'importe quoi et n'importe comment », a commenté Renaud Gagné, vice-président du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier.

Plan approuvé

Par ailleurs, réunis en assemblée à Montréal, les créanciers canadiens d'AbitibiBowater ont approuvé à forte majorité le plan de restructuration de l'entreprise, qui doit lui permettre de s'affranchir de la protection des tribunaux à la mi-octobre.

Les créanciers de la filiale Bowater Canada Finance Corporation (BCFC) ont toutefois refusé d'entériner le plan, de sorte que l'entreprise devra

entamer des discussions avec leurs représentants.

AbitibiBowater présentera donc devant la Cour supérieure du Québec une requête en vue d'obtenir une ordonnance d'homologation de son plan, sauf en ce qui concerne BCFC.

« La société ne croit pas que l'exclusion de BCFC (...) retarde considérablement le moment où AbitibiBowater s'affranchira de la procédure de protection contre les créanciers », a-t-elle indiqué dans un communiqué.

EAU cours de sa longue restructuration, AbitibiBowater a licencié des milliers de travailleurs. Elle ressortira du processus avec une dette beaucoup moins importante et une structure de coûts plus faible.

Dollarama n'acceptera pas les paiements par carte de crédit

ROSS MAROWITS
LA PRESSE CANADIENNE

La chaîne de magasins à rabais Dollarama affirme que la volonté croissante de ses clients à payer autrement qu'en espèces sonnantes ne la poussera pas à accepter les cartes de crédit, même si les consommateurs dépensent davantage.

Le montant moyen des transactions effectuées chez le détaillant a augmenté de 6,2 % au deuxième trimestre, comparativement à la période équivalente il y a un an, les magasins ayant continué d'accroître leur offre de produits coûtant plus que le prix habituel de 1 \$.

L'entreprise montréalaise a indiqué hier que 32 % de ses ventes étaient maintenant payées au moyen de cartes de débit, en hausse par rapport à la proportion de 29 % constatée à la même époque l'an dernier. De plus, les consommateurs qui utilisent cette méthode de paiement effectuent des achats en moyenne 2,5 fois plus importants que ceux qui paient comptant.

« En ce qui a trait aux cartes de crédit, nous avons conclu, à la suite de notre période d'essai de 12 mois, que nous ne mettrons pas en place un système de paiement par crédit, puisque cela n'a

pas eu d'impact significatif, ni négatif, ni positif, sur nos ventes », a affirmé le directeur de l'exploitation de Dollarama, Stéphane Gonthier, au cours d'une téléconférence.

Dollarama a annoncé hier avoir enregistré au deuxième trimestre un bénéfice net de 21 millions de dollars, ou 28 cents par action, en baisse par rapport à celui de 26,6 millions, ou 61 cents par action, réalisé à la période équivalente il y a un an. Les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier incluaient un gain de change sur les instruments financiers dérivés de 21,3 millions, comparativement à environ 500 000 \$ au plus récent trimestre.

Les ventes de Dollarama ont augmenté de 13,2 % pour s'établir à 343,5 millions à la période de trois mois terminée le 1^{er} août, grâce à l'ajout net de 12 magasins.

Les ventes des établissements ouverts depuis au moins un an ont progressé de 7,8 %.

Les analystes sondés par Thomson Reuters s'attendaient en moyenne à un bénéfice net de 35 cents par action et des revenus de près de 340 millions.

Les actions de Dollarama ont clôturé hier à 26,42 \$, en baisse de 53 cents, à la Bourse de Toronto.

LA PRESSE AFFAIRES
STYLELA CHRONIQUE INCONTOURNABLE
DES PROFESSIONNELS D'INFLUENCE

Demain, ne manquez pas

L'événement Rentrée nocturne et gourmande
pour appuyer la Place des ArtsModeMontréal.tv, un portail pour découvrir
la mode montréalaise

La tendance culinaire crue au centre-ville

Des complets sur mesure par le designer Dimitri Chris

STYLE, une chronique de
La Presse Affaires, sur le style, le luxe
et le "night life" montréalais.

Les jeudis dans

LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

PUBLICITÉ ET CONSOMMATION

Les jeunes répliquent avec leurs vidéos

MARC TISON

Il suffit de jeter le chamois ShamPow – qui absorbe 150 fois son poids! – dans une baignoire pleine pour l'écooper complètement, n'y laissant que les bobettes du garçon qui y prenait son bain. Séduit par cette publicité télévisée, un ado commande aussitôt son ShamPow, qui est livré à sa porte avant même qu'il ait terminé son appel. Mais le chamois aura pompé plus rapidement ses liquidités que le verre de lait qu'il avait renversé.

Parodie, bien sûr. Ce court métrage plein d'humour, réalisé par Nicolas St-Cyr, Jean-Marc Léger, Vincent L'Écuyer-Simard et Clément Roberge, élèves de l'école Louis-Philippe-Paré, en Montérégie, dénonce les promesses fallacieuses de la publicité et les risques des achats à distance. Il a remporté le premier prix du concours Ados Zoom 2009-2010, qui invitait les élèves de 4^e et 5^e secondaire

à réaliser un court métrage sur le thème de consommation de leur choix. Organisé par Option consommateurs, ce concours a suscité la participation de plus de 2000 élèves provenant de 27 écoles du Québec. Les vidéos ont été réalisées dans le cadre des cours de français et de monde contemporain.

Les 15 films finalistes sont regroupés sur un DVD qui vient d'être lancé par Option consommateurs, pour aider les jeunes à démystifier certaines idées reçues et à acquérir quelques sains réflexes en matière de consommation et de finances personnelles.

« En aucune façon, on ne dirige le message des jeunes », insiste Myriam Chagnon, coordonnatrice du programme Ados Zoom et conseillère au volet jeunesse d'Option consommateurs. « On ne dit pas ce qu'ils devraient penser ou dire sur les sujets qu'ils choisissent. La force de ces films, c'est que ce sont des jeunes qui s'adressent

à d'autres jeunes. »

Il faut voir le gros plan sur le regard vide et la bouche béante de Julie, interloquée quand un directeur de banque lui apprend que son mauvais dossier de crédit (quossé ça?) l'empêche d'obtenir un prêt pour le voyage qu'elle planifiait. Ce voyage, elle l'aurait d'ailleurs payé comptant, n'eût été l'usage

Les jeunes consommateurs sont soumis à de fortes pressions.

immodéré de sa carte de crédit. Gagnant du 2^e prix, ce court métrage de Rosalie Gamache, Félix Beaudry, Myriam Giroux et Victor Dubuc, de l'école Édouard-Montpetit, à Montréal, s'intéressait bien sûr au crédit.

Les jeunes consommateurs sont soumis à de fortes pressions, comme celles de la (véritable) publicité de Rogers qui

court ces jours-ci, à l'occasion de la rentrée. Deux jeunes s'échangent les photos du dernier party sur leurs cellulaires intelligents, alors qu'un troisième larron, muni d'un dérisoire cellulaire ordinaire, avoue piteusement qu'il devra attendre de les voir sur l'ordinateur domestique. L'humour est au second degré mais le message, lui, est très direct: pour être dans le coup (de fil), un jeune doit impérativement avoir le cellulaire idoine.

Les jeunes ne sont pas dupes, comme le montrent leurs courts métrages. « Ils ont souvent un double discours, observe Myriam Chagnon. Ils sont conscients d'être influencés et de subir des pressions pour consommer... mais ils ont conscience aussi d'embarquer souvent très volontiers dans ce mécanisme-là. »

« Ce qui manque cruellement, poursuit-elle, ce sont des informations et des outils pour justement connaître leurs droits

en tant que consommateurs ou savoir quoi faire dans le pratico-pratique. »

C'est la lacune que veut combler la vidéo sur le ShamPow, qui se conclut avec les précautions à prendre lors d'achats à distance.

Le programme Ados Zoom sur la consommation a pris naissance à l'école Jeanne-Mance de la CSDM, en 2005, dans le cours d'éducation économique de l'enseignante Marie-Laide Lormestoir. Il s'est étendu à trois autres écoles montréalaises entre 2007 et 2009, avant de gagner neuf régions en 2009-2010. M^{me} Lormestoir était membre du jury pour cette dernière présentation. « Bien que le cours d'éducation économique n'existe plus, les jeunes sont encore intéressés à ces questions », a-t-elle pu constater.

Le DVD peut-être commandé gratuitement sur le site www.adoszoom.com. Quelques vidéos gagnantes peuvent être visionnées sur ce même site.

Pour avoir des fonds-étoiles, il faut une équipe toute étoile

C'est pourquoi Fidelity a constitué Équipe Canada, l'un des plus grands groupes côté achat qui se consacre entièrement à la gestion d'actions canadiennes. De plus, cette équipe travaille en collaboration avec d'autres équipes semblables établies partout dans le monde.

Résultat? Nos investisseurs bénéficient d'une réussite constante à longue échéance.



COTE MORNINGSTAR	FONDS FIDELITY	CATÉGORIE MORNINGSTAR
★★★★★	Fonds Fidelity Grande Capitalisation Canada	Actions en majorité canadiennes
★★★★★	Fonds Fidelity Dividendes	Actions canadiennes de revenu
★★★★★	Fonds Fidelity Dividendes Plus	Fiducies de revenu canadiennes
★★★★★	Fonds Fidelity Situations spéciales	Actions de PME en majorité canadiennes
★★★★★	Fonds Fidelity Extrême-Orient	Actions d'Asie-Pacifique excluant le Japon
★★★★★	Fonds Fidelity Télécommunications mondiales	Actions de science et technologie
★★★★★	Fonds Fidelity Revenu mensuel	Équilibrés canadiens neutres
★★★★★	Fonds Fidelity Répartition de revenu	Équilibrés canadiens d'actions
★★★★★	Portefeuille Fidelity Passage ^{MC} 2025	Portefeuilles à échéancier 2020+
★★★★★	Fonds Fidelity Marché monétaire É.-U.	Marché monétaire américain

COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE
CONSEILLER EN PLACEMENTS
POUR EN SAVOIR PLUS.



Série B au 31 juillet 2010. Source : Fidelity Management & Research Company. Veuillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre conseiller en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Les Cotes Morningstar reflètent les rendements au 31 juillet 2010 et peuvent changer d'un mois à l'autre. Les cotes sont calculées à partir des rendements du fonds ajustés au risque sur 3, 5 et 10 ans comparativement aux rendements des bons du Trésor à 91 jours et aux fonds de sa catégorie. Les fonds qui se retrouvent parmi les meilleurs 10 % de leur catégorie reçoivent 5 étoiles. La cote générale est tirée d'une combinaison pondérée des cotes sur 3, 5 et 10 ans. La catégorie Morningstar, les cotes étoiles et le nombre de fonds dans chaque catégorie pour les périodes standards sont les suivantes : Fonds Fidelity Grande Capitalisation Canada : 3 ans, 5 étoiles (372 fonds), 5 ans, 5 étoiles (246 fonds), 10 ans, 5 étoiles (99 fonds), date de création février 1988; Fonds Fidelity Dividendes : 3 ans, 5 étoiles (188 fonds), 5 ans, 5 étoiles (81 fonds), date de création mai 2005; Fonds Fidelity Dividendes Plus : 3 ans, 4 étoiles (30 fonds), 5 ans, 5 étoiles (19 fonds), date de création mai 2005; Fonds Fidelity Situations spéciales : 3 ans, 5 étoiles (74 fonds), date de création avril 2007; Fonds Fidelity Extrême-Orient : 3 ans, 4 étoiles (21 fonds), 5 ans, 4 étoiles (19 fonds), 10 ans, 5 étoiles (7 fonds), date de création septembre 1991; Fonds Fidelity Télécommunications mondiales : 3 ans, 3 étoiles (43 fonds), 5 ans, 5 étoiles (40 fonds), 10 ans, 5 étoiles (14 fonds), date de création juillet 2000; Fonds Fidelity Revenu mensuel : 3 ans, 4 étoiles (267 fonds), 5 ans, 5 étoiles (148 fonds), date de création novembre 2003; Fonds Fidelity Répartition de revenu : 3 ans, 5 étoiles (163 fonds), 5 ans, 5 étoiles (111 fonds), date de création mai 2005; Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2025 : 3 ans, 5 étoiles (23 fonds), date de création novembre 2005; Fonds Fidelity Marché monétaire É.-U. : 3 ans, 4 étoiles (26 fonds), 5 ans, 4 étoiles (23 fonds), 10 ans, 5 étoiles (16 fonds), date de création novembre 1994. © 2010 Morningstar Research Inc. Tous droits réservés. Pour tout complément d'information, rendez-vous sur le site www.morningstar.ca. Les renseignements contenus aux présentes : 1) sont la propriété de Morningstar ou de ses fournisseurs d'information; 2) ne peuvent pas être copiés ni distribués; 3) ne sont pas garantis comme étant exacts, complets ou à jour. Ni Morningstar, ni ses fournisseurs d'information ne sont responsables de quelque dommage ou perte que ce soit, consécutifs à l'utilisation de ces renseignements. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs. Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC. © 2010 539513.2.0

Microsoft passe devant Yahoo! aux États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les moteurs de recherche de Microsoft, principalement Bing, sont pour la première fois passés devant Yahoo! aux États-Unis en août, selon des chiffres publiés hier par l'institut Nielsen.

Au total Bing, MSN et Windows Live détenaient une part de marché de 13,9 % en août, en hausse d'un quart de point par rapport à juillet, tandis que Yahoo! baissait à 13,1 % (comparativement à 14,6 % en juillet), selon Nielsen.

Google reste le numéro un incontesté, avec 65,1 % de toutes les recherches menées sur l'internet aux États-Unis.

En un an, la part de Microsoft est passée de 10,7 % à 13,9 %, tandis que celle de Yahoo! a chuté de 16 % à 13,1 %, Google restant aux alentours de 65 %, selon Nielsen.

Pour sa part, l'institut ComScore n'a pas encore publié ses chiffres d'août. Pour juillet, cet organisme spécialisé avait prêté 65,8 % de part de marché à Google, suivi de Yahoo! (17,1 %), encore largement devant Microsoft (11 %).

Yahoo! et Microsoft ont conclu en 2009 un partenariat visant à mieux concurrencer Google. L'accord prévoit que Yahoo! utilise la technologie Microsoft sur ses sites, et fournit en échange sa force de vente.

Aux termes de cet accord, Microsoft gère depuis le mois dernier les recherches pour Yahoo! aux États-Unis et au Canada. La mise en œuvre de l'accord doit se poursuivre dans les mois qui viennent.

VOUS CHERCHEZ ?
VOUS TROUVEREZ !

CARRIÈRES

Le samedi dans
LA PRESSE

TransForce AVIS DE DIVIDENDE

AVIS est donné par la présente qu'un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire en circulation du capital social de TransForce Inc. sera versé le 15 octobre 2010 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 septembre 2010.

Conformément au paragraphe 89(14) de Loi de l'impôt sur le revenu et des dispositions équivalentes des lois provinciales applicables relativement à la désignation de dividendes déterminés, les dividendes déclarés sont désignés comme des dividendes déterminés pour les fins d'impôts.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Josiane-M. Langlois
Vice-présidente, affaires juridiques et secrétaire corporative
Montréal (Québec), le 15 septembre 2010